



Sommaire

COMPTES RENDUS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	1
CONFÉRENCE DE PÉKIN	13
Beijing Diary.....	14
WOWS, une association internationale des études féministes	22
Fallait-il en être ou pas ?	25
Regardons le monde avec des yeux de femme.....	28
Huairou, le premier jour.....	30
Jeu paranoïaque au pays des signes.....	32
Autour de la Conférence de Pékin :	
Clinique de la féminité, psychanalyse et lien social	33
Déclaration solennelle et « recommandations » de la plate-forme d'action	37
FORUM.....	41
La frontière intérieure : femmes à l'est de l'Allemagne réunifiée...	41
ENSEIGNEMENTS.....	47
RENCONTRES.....	63
COLLOQUES	67
A venir	67
Récents	68
APPELS À CONTRIBUTIONS	69
RÉSEAUX.....	71
REVUES.....	79
En français	79
En anglais.....	83
En italien.....	85
En portugais	88
LIVRES.....	89
Comptes rendus.....	89
Parutions	102
MANIFESTES	105
BULLETINS DE COMMANDE	111
STATUTS	113
ADHÉSION, ABBONNEMENT	115

*Prochaine Assemblée générale
de l'ANEF :*

31 mai 1996 de 18 h 21 h

AU CENTRE PROTESTANT
46, rue de Vaugirard
75006 Paris

Prochaine Journée de l'ANEF

1^{er} juin 1996

Thème et lieu à préciser ultérieurement



Comptes rendus du C.A.

Paris, le 23 juin 1995

Présentes : Nicole DÉCURÉ, Irène FOYENTIN, Annik HOUEL, Liliane KANDEL, Nicky LEFEUVRE, Brigitte LHOMOND, Françoise PICQ, Hélène ROUCH.

Excusée : Marie-Claire ROUYER.

BULLETIN

Le numéro d'été sera envoyé début juillet, malgré quelques problèmes de coordination habituels sur lesquels le prochain CA reviendra.

ANNUAIRE

Sortie à l'automne. Sera distribué gratuitement aux adhérentes ; sera vendu (cher) en dehors, mais donné aux institutions selon décisions du CA.

PRÉPARATION DE L'AG DU 24 JUIN

Rapport financier : adopté par le CA avec les félicitations d'usage.

COMMISSIONS

COMMISSION " UNIVERSIT "

A. Houel fait état de son entretien avec M. Dental et des démarches à suivre (voir CR de l'AG).

COMMISSION INTERNATIONALE

F. Picq rapporte sur ENWS, WISE et le colloque de Rio (voir CR de l'AG).

N. Le Feuvre rapporte sur SIGMA (voir CR de l'AG) et renouvelle l'appel pour le colloque MED-CAMPUS à Toulouse, du 26 au 30 septembre 1995.

Colloque au Canada (Québec) en septembre 96, projets de communication avant novembre 95.

Le prochain CA aura une discussion de fond sur les conditions de participation des membres de l'ANEF à des colloques internationaux (sur le plan financier).

Le CA entérine la démission de J. Ezékiel, qui continuera néanmoins à s'occuper de WISE.

PRÉPARATION PÉKIN

F. Picq rappelle le rôle de l'ANEF dans le contexte français durant cette année (voir CR de l'AG).

Le CA décide que l'ANEF adhère à la CLEF (Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes), fédération d'une soixantaine d'associations accréditées pour le Forum des ONG et la conférence officielle de Pékin.

2 voyages (= 12 000 F) sont payés par l'ANEF (B. Lhomond et J. Ezékiel).

SITUATION POLITIQUE ACTUELLE ET ORIENTATIONS DE L'ANEF :

Suite au changement de gouvernement, F. Picq et H. Rouch ont participé à plusieurs réunions de la Coordination féministe (voir Bulletin précédent) à l'issue desquelles plusieurs démarches (télégrammes, lettres, conférence de presse) ont été décidées pour maintenir un Secrétariat du droit des femmes, s'inquiéter de son ministère de rattachement, et pour envisager des actions à la rentrée.

PROCHAIN CA : LE 6 OCTOBRE 1995 - 10 H 30.

Hélène ROUCH

Compte rendu de l'AG de l'ANEF du 24 juin 1995

L'AG s'est tenue à Jussieu de 16 h 30 à 19 h 30, en présence de 20 adhérentes et 1 non-adhérente.

RAPPORT FINANCIER (A. Houel)

Adopté à l'unanimité.

Si nous n'obtenons pas la subvention pour 1995, l'ANEF ne peut être qu'en déficit sérieux à cause du coût du Bulletin.

RAPPORT MORAL

ACTIVITÉS NORMALES (F. Picq)

Rapports avec les ministères, Bulletin, brochures intermédiaires, préparation et participation à des colloques, etc.

Le Bulletin d'automne paraît trop tard par rapport aux enseignements et aux séminaires pour orienter les étudiants. Que faire ? Diverses solutions sont envisagées : leur étude est remise au prochain CA.

COMMISSION UNIVERSITÉ (A. Houel)

Le rapport qui doit être rendu au ministère de l'Éducation nationale et au secrétariat du Droit des femmes est fini. Ce rapport présente les demandes spécifiques de chaque université, ces demandes étant prioritairement des demandes de moyens. Quant aux postes, la demande s'axe maintenant sur la nécessité de postes d'études sur les femmes de rang A. Ce rapport permet de démarrer une nouvelle campagne auprès du ministère de l'Éducation nationale en deux temps. D'abord un appui du Droit des femmes pour encadrer la demande, ensuite une démarche auprès du ministère de l'Éducation nationale. Le rapport va être envoyé en juillet auprès de ces deux instances afin d'obtenir des rendez-vous dès la rentrée.

Comment faire pour avoir des candidates aux postes de MC et de professeur de rang A ?

Principe d'un recensement par appel de candidatures dans le Bulletin ?

Celles qui ont déjà des postes **devraient** faire ce recensement dans leur université, faire postuler les candidates éventuelles, transmettre les informations à l'ANEF.

COMMISSION "INTERNATIONAL" (EUROPE)

F. Picq donne les dernières informations sur les réseaux européens auxquels l'ANEF participe. La situation de ENWS est problématique depuis que le ministère de l'Education néerlandais ne finance plus. Une réorganisation est en cours, prévoyant notamment une cotisation pour financer les « Newsletters » et le courrier (on peut se demander combien des 800 adhérentes du réseau, le resteront). En revanche, WISE a obtenu des financements qui devraient permettre son fonctionnement pour cinq ans ; on espère que Pékin permettra des avancées dans l'organisation. La revue européenne liée à WISE, *European Journal of Women's Studies* est un énorme succès : plus de 1 000 abonnements ; il est regrettable qu'il y ait si peu de Françaises à publier dans la revue (les articles peuvent être soumis en français, mais la traduction doit être assurée par les auteures). Par ailleurs, la revue fait appel à des volontaires pour traduire les «abstracts» en français.

WISE

Des volontaires sont demandées pour traduire en français les abstracts de *The European Journal of Women's Studies* (revue de WISE).

Peu d'articles de Françaises dans cette revue, car on les leur demande en anglais, et elles doivent en assurer elles-mêmes la traduction ; l'ANEF va écrire à WISE à ce sujet.

R. Thalman rappelle l'existence de WIF : demande lui est faite d'envoyer régulièrement les infos pour le Bulletin.

Le projet SIGMA

SIGMA est un réseau d'évaluation des programmes européens d'échange scientifique et universitaire (ERASMUS, TEMPUS, LINGUA, etc.) mis en place par la DG XXII dans le cadre de la préparation du nouveau programme SOCRATES qui, à partir de 1996, doit remplacer l'ensemble des programmes d'échange existants.

L'évaluation s'est faite sur la base des champs disciplinaires, dont seize ont été désignés par la Commission Européenne : (ex : Droit, Chimie, Architecture, Média et Communication, Langues étrangères... et "Women's Studies"). Pour chaque champ disciplinaire, la Commission a nommé un Comité scientifique composé d'un-e représentant-e de chaque pays membre de l'E.U. ayant une expérience des programmes d'échange européen au sein de son propre champ disciplinaire. Chaque Comité scientifique fut chargé de :

- rédiger un rapport par pays (en langue anglaise et française) sur : a) le système d'enseignement supérieur national, b) l'état de développement de son champ disciplinaire au sein de ce système, c) l'expérience des programmes d'échange européen, d) les recommandations spécifiques dans le cadre du programme SOCRATES ;
- rédiger un rapport sur les échanges ERASMUS existants dans le champ disciplinaire ;
- organiser un colloque international de restitution des résultats des travaux du Comité scientifique aux responsables de SIGMA, de SOCRATES (DG XXII) et aux membres de la communauté scientifique européenne concernée.

Pour le champ des "Women's Studies", le colloque s'est tenu du 15 au 16 juin 1995 à Coimbra (Portugal) et les rapports nationaux et le rapport ERASMUS ont été remis à la DG XXII (qui ne sait pas encore si ces travaux feront l'objet d'une publication de la Commission).

Nicky Le Feuvre profite de cette présentation pour attirer l'attention des adhérentes de l'ANEF qui sont concernées par les programmes d'échange européens en études féministes sur les conséquences immédiates de la mise en place du programme SOCRATES. Alors que les programmes existants (ERASMUS à Paris VII, ERASMUS et MED-Campus à Toulouse II) ont été "bricolés" par le biais des contacts directs avec nos collègues féministes dans les autres pays membres de l'EU au gré des rencontres et des colloques, le programme SOCRATES servira à limiter le financement des PIC (programmes intercommunautaires) aux institutions qui figurent explicitement dans le "Plan de relations internationales" que chaque établissement universitaire se verra obligé de soumettre aux instances nationales d'évaluation.

Nous avons donc tout intérêt à nous intéresser de près aux processus de définition locale des établissements avec lesquels nos institutions de rattachement souhaitent maintenir des liens d'échange et de collaboration (i.e. de s'assurer que les pôles forts des études féministes en Europe figurent bien dans le Plan de nos Universités). Il ne nous sera plus possible, sous SOCRATES, de mettre en place des échanges avec des départements étrangers dont les cours/pratiques pédagogiques nous intéressent (ou sont susceptibles d'intéresser nos étudiant-es) que s'il existe une convention préalable entre les deux institutions en question.

La deuxième source d'inquiétude concerne la répartition du financement des programmes d'échange. Alors que sous les programmes existants chaque PIC avait affaire directement au bureau ERASMUS à Bruxelles (ce qui n'était pas forcément toujours facile à gérer !), le programme SOCRATES impliquera le versement d'une enveloppe financière globale à chaque établissement universitaire ayant soumis un Plan des relations internationales aux instances nationales - les modalités de répartition de cette somme globale entre les différents projets d'échange existant au sein de chaque université restent "floues" - mais il est évident que cette réorganisation nous renvoie directement aux rapports de pouvoir internes à nos établissements nationaux et nous obligent à rentrer en concurrence directe avec nos collègues pour obtenir une "part du gâteau communautaire" pour les programmes d'échange européens centrés sur les études féministes....

Les rapports SIGMA peuvent être obtenus auprès de la DG XXII à la Commission européenne.

Le travail fait et les réseaux établis à l'intérieur d'ERASMUS ne pourraient-ils être réutilisés ?

CONFÉRENCE MONDIALE DES FEMMES À PÉKIN

HISTORIQUE (F. Picq)

Les problèmes de l'ANEF avec l'organisation du colloque (mars 1995) de la mission française gouvernementale sont rappelés brièvement puisqu'ils ont fait l'objet d'une réunion d'information et de débats, et que les diverses positions ont été publiées dans le Bulletin.

Parmi les points positifs du colloque, F. Picq évoque la rédaction par l'ANEF du rapport sur les études féministes (disponible ce jour en brochure), qui sera inclus dans les Actes du colloque. Au bout du compte, il apparaît que l'ANEF a joué un rôle important par rapport à ce colloque, que ce soit par la participation de certaines ou par la contestation extérieure qui a accru le rapport de forces des féministes dans l'organisation du colloque. C'est dans des conditions tout à fait différentes des appréhensions du début que le colloque s'est tenu et que le livre va être publié sous une signature collective. Il n'empêche que tout ce qui s'est passé pose le problème de la conception des orientations de l'ANEF et particulièrement du type de relations qu'a l'ANEF avec les instances gouvernementales. Un débat de fond poursuivant celui de la réunion serait nécessaire.

Appel aux adhérentes pour lecture critique de la brochure sur les études féministes.

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE (B. Lhomond)

Les complications matérielles et politiques créées par les Chinois (délocalisation du site, refus d'honorer toutes les demandes d'accréditation, des Tibétaines notamment) ont été en partie résolues à ce jour.

La discussion est très vive.

Certaines prônent le boycott à partir de deux thèmes : la répression en Chine ; l'inutilité absolue des plates-formes adoptées à ces conférences. Donc : ne pas servir de caution à la Chine et à l'ONU.

D'autres pensent que sont positifs :

- le soutien aux organisations de femmes qui le demandent. L'AG décide que l'ANEF signe la pétition du «Groupe femmes Pékin 95» pour soutenir les femmes tibétaines ;
- la rencontre avec des femmes de tous les pays et les réseaux existants (et à développer) ;
- le fait que le Forum des ONG puisse présenter à la conférence officielle des amendements à la plate-forme (différence notable par rapport à Nairobi) ;

Finalement, il est décidé que l'ANEF ne demandera pas l'accréditation à la conférence officielle, que les deux représentantes au

Forum ONG présenteront des amendements sur le thème « Recherche-Formation », lesquels seront défendus par la CLEF dans la conférence officielle. L'ANEF décide de signer « L'Appel pour les femmes du Tibet » du Comité de soutien au peuple tibétain (voir texte dans la rubrique Manifestes).

SITUATION POLITIQUE EN FRANCE (F. Picq)

Outre la participation de l'ANEF à la Coordination féministe mise en place après les présidentielles, que faut-il faire ?

L'idée d'un meeting sur le travail/emploi des femmes devrait être soutenue.

R. Thalman souligne que les liens misogynie/racisme/antisémitisme posent une question fondamentale qui n'est pas assez débattue dans le féminisme français. C'est un thème qui pourrait être retenu pour la journée de l'ANEF de l'an prochain. R. Thalman se charge de rédiger pour le Bulletin un court article lançant le débat.

N. Décuré annonce la création dans le Bulletin d'une nouvelle rubrique, « Forum » destinée à accueillir des articles de fond sur des questions « actuelles ».

Note de la r dactrice : nous n'étions que 20 à cette AG, après pourtant une journée réussie, pourquoi?

Compte-rendu adopté à l'unanimité par le CA le 6.10.95.

Hélène ROUCH

Paris, le 7 octobre 1995

Présentes (plus ou moins longtemps) : Nicole DECURE, Judith EZEKIEL, Irène FOYENTIN, Annik HOUEL, Liliane KANDEL, Brigitte LHOMOND, Françoise PICQ, Hélène ROUCH, Marie-Claire ROUYER.

Excusée : Nicky LEFEUVRE

Après le thé et les cadeaux ramenés de Pékin, la séance s'ouvre vers 11 h 30 avec un ordre du jour qui nous donne le vertige.

Compte rendu du CA du 23 juin 1995 et de l'AG du 25 juin 1995

Approuvé à l'unanimité.

PÉKIN

Brigitte Lhomond n'ayant pas eu son visa, seule Judith Ezékiel représentait l'ANEF au Forum des ONG (WISE et la CLEF, dont l'ANEF est membre, participaient à la conférence officielle). Le compte rendu se trouve plus loin dans le bulletin. En résumé et en cinq mots : « C'était fantastique. C'était réellement international ».

Voir compte rendu plus loin.

La CLEF

Judith Ezékiel et Liliane Kandel sont allées à la réunion de compte rendu de Pékin.

La CLEF doit organiser deux journées et publier un livre (appel à contributions).

COMMISSION · INTERNATIONAL ·

A la suite de Pékin, cette commission va recommencer à fonctionner pour poursuivre les projets (construction d'un réseau mondial d'études féministes).

Contacts : Françoise Picq et Judith Ezékiel.

COMMISSION · UNIVERSIT ·

Annik Houel a réalisé le rapport de l'ANEF sur les enseignements et recherches sur les femmes à l'université au mois de juillet. Elle l'a envoyé en de multiples exemplaires au service du Droit des femmes et à l'Education nationale avec des exemplaires du bulletin et des numéros spéciaux. Elle et Françoise Picq ont été reçues au Droit des femmes par Monique Dental pour M. Sardou (chef de service) qui a fait exprimer son intérêt manifeste. La situation est favorable à cause de Pékin et de la mise en place d'un « Observatoire de la parité ».

a) Le Service se pose la question des études féministes au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, notamment dans le cadre de la formation des maîtres puisque Pékin a souligné la nécessité du travail en amont. Mais l'Education nationale est dure à remuer. Monique Dental souhaiterait que l'ANEF poursuive la réflexion à ce sujet. Elle demande un historique de nos démarches auprès de l'Education nationale.

b) Le SDF se demande s'il est opportun d'insister sur la création de postes d'études féministes ou plutôt de demander des moyens diversifiés pour introduire les études féministes dans les études (politique de « mainstreaming » ressortie de Pékin). On peut se poser la question de « qui » ferait ces enseignements, de la reconnaissance des études féministes par le CNU, etc.

Demande de bilan sur ce qui a été fait dans les universités.

Monique Dental suggère aussi que l'on fasse une deuxième table ronde.

Conclusion : Annik Houel organise une réunion/journée de travail qui fera le point et discutera/décidera de stratégies.

COLLOQUE SUR LA RECHERCHE FÉMINISTE DANS LA FRANCOPHONIE AU QUÉBEC

Annik y participe pour l'ANEF.

VOYAGES

L'ANEF prendra en charge un voyage à Florence pour une réunion de WISE (A-R voyage en seconde en train), un demi-voyage à Québec pour le colloque ci-dessus, une partie du voyage à Adélaïde (selon autres financements possibles et si l'on juge qu'il est opportun d'y aller) pour le réseau mondial d'études féministes.

SIGNATURES DE PÉTITION

Une membre du CA qui reçoit une demande de pétition/soutien consulte un ou deux autres membres. S'il n'y a pas d'états d'âme, on signe.

Pour les soutiens financiers, réservons-les pour les causes peu « populaires » et médiatisées.

ANNUAIRE

Il est quasiment terminé. Il devrait sortir avant Noël.

JOURNÉE « ALGÉRIE »

Discussion technique sur la réalisation de la brochure des actes de la journée. Sera réalisée par la secrétaire de SIMONE à Toulouse.

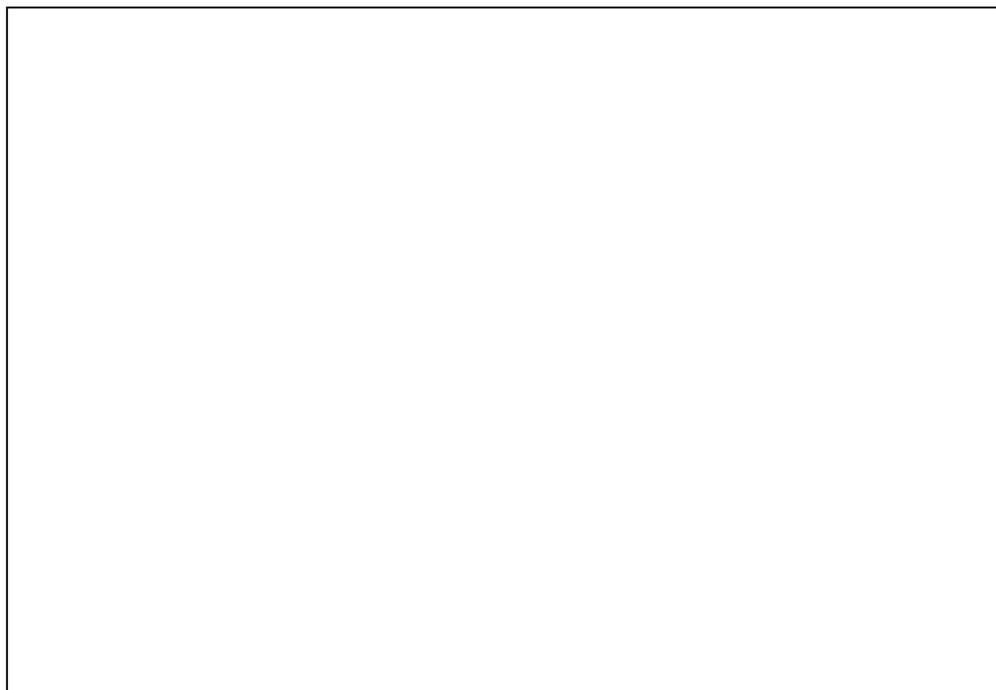
MANIFESTATION UNITAIRE NATIONALE

L'ANEF appelle à participer à la manif unitaire nationale du 25 novembre 1995 à 14 h 30 à Paris pour le droit à l'avortement et à la contraception, le droit à l'emploi, une réelle égalité entre les hommes et les femmes, contre la remontée de l'ordre moral. Voir tract dans le bulletin.

La séance se termine sur les rotules à 20 heures avec une bouteille de clairette de Die suivie d'un repas italien.

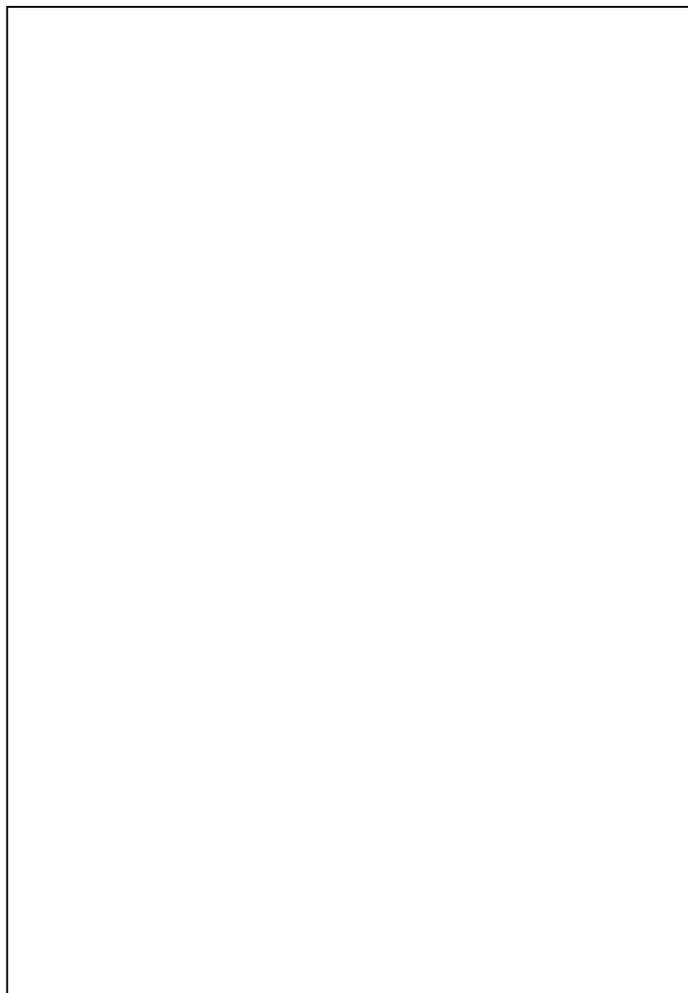
Nicole DÉCURÉ

Photo Nicole DÉCURÉ



Manifestation du 25 novembre 1995,
Paris.

Photo Nicole DÉCURÉ



Manifestation du 25 novembre 1995,
Paris.



*Conférence
de Pékin*

Photo Nicole DÉCURÉ



Shanghai, 1987.

Beijing Diary

Pourquoi avais-je prêté attention à ce que disent les médias, le Département d'État américain et Voice of America, la radio anti-communiste par excellence ? J'ai pourtant l'habitude de m'en méfier. Mais en préparant mon départ pour Pékin, j'ai lu religieusement tous leurs communiqués et articles. De plus, j'ai parcouru la cinquantaine de messages qui me parvenaient quotidiennement par le réseau féministe Internet sur la conférence.

J'attendais donc le pire. J'avais appris, avant de partir, que les autorités chinoises faisaient de l'obstruction de tous côtés. On nous aurait mis à l'écart à quelque 30, 40, 50 ou 60 kilomètres de Pékin dans la ville de Huairou (vrai), ville poussiéreuse (faux : trop de pluie ; ambiance plutôt genre Woodstock), ancienne ville de garnison (vrai, mais aussi des cadres du parti, donc plutôt jolie). Les Chinois auraient bloqué les visas (tout à fait vrai pour certaines dont des Tibétaines ; pour d'autres, les organisatrices du Forum à New York étaient sans doute en cause ; en fin de compte, il paraît qu'entre 28 000 et 30 000 sur les 36 000 inscrites ont pu y assister, et il convient de prendre en compte les annulations habituelles). Les habitants auraient été informés que nous étions des lesbiennes ou prostituées qui allaient se balader toutes nues dans les rues (aucun des Chinois que j'ai pu rencontrer n'avait entendu ces rumeurs). Les taxis auraient reçu l'ordre de ne pas aller à Huairou pour nous forcer à être regroupées dans les cars (faux, une foule de taxis attendaient devant l'entrée du site), et de ne pas s'arrêter Place Tien An Men (vrai, mais on ne s'arrête pas en pleine place de la Concorde non plus). Les usines auraient été arrêtées pour diminuer la pollution... Et surtout, m'avait-on dit, un pas de travers et c'était la prison ; le Département d'Etat américain avait informé ses ressortissant-e-s : il ne pouvait rien faire pour nous dans ce cas.

Les sinophobes, par leur exagérations, ont relativisé les très réelles violations des droits humains en Chine. De plus, l'obsession des médias à cet égard révélait un désintérêt pour les questions concernant les femmes. Quand j'ai rencontré des journalistes de FRANCE 2,

ils m'ont demandé de leur trouver une Chinoise (sous-entendu : pour dire du mal du gouvernement), alors que ce même jour avait lieu une séance sur les études féministes en Chine (voir ci-dessous) avec des centaines de Chinoises présentes, dont certaines très critiques — mais cela les aurait obligés à parler des études féministes.

Certes, nous avons été surveillées, nous avons été écartées de Pékin, les Tibétaines étaient exclues... mais nous savions à quoi nous attendre avant de partir. Une fois sur place, mon expérience a été plus que positive : les Chinois étaient des « hôtes dignes » comme leur enjoignaient les nombreuses bannières partout dans Pékin. Avec quelque 40 000 participant-e-s, le gouvernement chinois était l'hôte de la plus grande manifestation jamais tenue par l'ONU, et elle était infiniment mieux organisée que la conférence régionale de l'ECE à Vienne en automne 1994. Celle-ci a eu lieu sur plusieurs sites très éloignés les uns des autres, sans photocopieuse ni ordinateur à notre disposition, alors qu'à Huairou, nous avions des photocopieuses dans tous les bâtiments, deux centres d'ordinateurs (sponsorisés par Apple et Hewlet Packard, merci) et grâce à l'Association for Progressive Communications, accès à l'Internet, donc au monde entier en temps réel.

Les plus déçues furent sans doute celles qui espéraient peser sur les procédures de la Conférence officielle, c'est à dire sur les 20 % du plan d'action toujours en discussion (« entre crochets »). Contrairement à Vienne, il n'y avait pas de mécanismes prévus pour que le travail des ateliers se transforme en recommandations pour le document de l'ONU. Le document n'était même pas distribué aux participantes. Celles qui s'y intéressaient avaient, soit prévu leur coup avant d'y aller, soit devaient s'organiser sur place, comme l'ont fait de façon remarquable le groupe « femmes de couleur ».

Mais beaucoup d'entre-nous attendaient du Forum une grande messe parallèle, et en cela il fut très réussi. Des femmes – et beaucoup d'hommes – de tous âges et de tous les horizons se sont réunis. Fait marquant : d'innombrables transfuges, tel la Sri Lankaise qui vit au Cambodge, la Pakistanaise en Thaïlande, la Ghanéenne au Kenya, l'Irlandaise en Espagne... De nombreuses initiatives seront nées du

Forum, dont le projet d'un réseau international d'études féministes (voir article ci-après) et un réseau contre les intégrismes. Entre deux et trois mille ateliers et panels, des séances plénières et de très nombreuses activités culturelles. Des tentes régionales et thématiques (pour les jeunes, les lesbiennes, pour la paix...), une librairie, une aire de repos et, capitalisme oblige, une pagaille de boutiques et ventes diverses. D'ailleurs, après le premier jour où tout était contenu dans les zones désignées, le site s'est transformé en gigantesque marché. D'abord les Africaines se sont mises à vendre des boubous ; à la fin des Chinois s'infiltraient en nombre croissant avec une nouvelle version des t-shirts ou de pins « Beijing 95 ». Et nous avons toutes fait de suprêmes efforts pour mériter la réputation de « shoppeuses », des femmes. De plus : de multiples manifestations sillonnaient le Forum, mises en scène pour les journalistes, et quoiqu'on en pense, les médias ont rarement autant parlé des femmes.

Mandatée par l'ANEF, je me suis efforcée de suivre les ateliers sur les études féministes (à part quelques entorses : un autre atelier par-ci, la Grande Muraille par là). Me présentant à chaque fois comme représentante de l'association française, pour faire rayonner notre influence, j'ai attiré de nombreux compliments sur mon anglais. Beaucoup étaient soulagées d'apprendre que notre production ne se résume pas à celle de Cixous, Irigaray et Kristeva.

Researching Women s Issues by Computer. Un aperçu de ce que l'Internet peut offrir en études féministes. Des tas d'adresses, de conseils pratiques, mais surtout j'ai pu rencontrer en personne, des connaissances « virtuelles » américaines et japonaises. D'ailleurs, les organisatrices de l'atelier ont tout préparé sans jamais s'être rencontrées.

Research, Theory, and Activism : The State of the Art in Women s Studies, présidé par la féministe historique Robin Morgan et sponsorisé par sa fondation « Sisterhood is Global », qu'elle prétend être le seul think tank⁽¹⁾ international en études féministes, créé à la suite de

(1) « Réservoirs de matière grise » : organismes de recherche qui ont pour but de formuler des recommandations de politique sociale ou étrangère.

la publication de ce qu'elle appelle le premier almanach international sur les femmes (ses horizons mondiaux sont limités : Terre des femmes a précédé son livre de trois ans). Elle précise par souci d'internationalisme, que cette fondation a déplacé son siège, auparavant aux États-Unis... en Nouvelle Zélande. Quelle conscience anti-impérialiste !

Elle rappelle les origines militantes des études féministes avec nostalgie. A l'époque, nous enseignions par amour et non pas pour l'argent ni pour nos carrières. (Plus tard une intervention de la salle : une étudiante critique le sadisme d'un milieu qui formerait des étudiantes sans envisager de débouchés professionnels.) Maintenant, dit Morgan, à part quelques perles rares, la majorité des femmes en études féministes sont des carriéristes enfermées dans leur tour d'ivoire. Coupables dans cette affaire : ceux et celles qui prônent les études « de genre » et surtout la théorie féministe imposée par les Françaises (tout le monde comprend ici que nous parlons de Cixous, Irigaray et Kristeva). J'interviens plus tard pour critiquer la faille dans la sororité planétaire de Morgan : notamment pour parler de la construction américaine du « French Feminism », pour expliquer la diversité des études féministes en France, et enfin pour rappeler que la planète ne peut se résumer aux États-Unis face au tiers monde ; l'Europe existe aussi.

Interventions d'une iranienne (« Si je voulais vraiment faire une intervention juste de la situation des études féministes en Iran, je vous présenterais vingt minutes de silence. »), une Malaisienne, une Fidjienne (qui se démarque de la ligne juste de l'organisatrice en plaidant pour la théorie) et une Américaine.

Cette dernière pose la question intéressante : « Si tu étais riche, financerais-tu une chaire en études féministes dans ton université ou pays ? Sinon, il faudrait songer à transformer les études féministes. »

Women s Studies in Asia. Panorama de la situation dans plusieurs pays. Les Philippines sortent du lot : études féministes développées, une association nationale dynamique et un rôle important dans la création de l'association de l'Asie du sud-est. Thaïlande : l'expérience dans un institut pan-asiatique. Pakistan : importance du lien entre études féministes et secteur informel. Hong Kong : un nouveau « centre virtuel » d'études féministes, c'est-à-dire, sans bureau, sans argent, etc. Témoignage d'une Japonaise : son cours attire 600 étu-

dians dont 60 % de garçons. De l'Université de Hawaii : au premier cours du tout nouveau programme (1992)... 4 000 étudiant-e-s dans la salle !

Feminism from Movement to Institution to Establishment. Les organisatrices pakistanaïses notent que le mouvement a perdu son mordant politique, qu'il y a une mainmise de « l'establishment ONG ». Au Forum, toutes les organisations ou associations semblent accepter l'appellation ONG. Cela dit, d'après certaines femmes du tiers monde, les ONG, plus précisément des organisations de développement, ont tendance à écraser le mouvement social. Dans un autre atelier sur le féminisme au XXI^e siècle, une féministe africaine dit de sa génération qu'elle est « ennuyeuse à mourir », constituée de bureaucrates des ONG, et conseille aux jeunes de commencer à nouveau.

Les Pakistanaises se lamentent : comme nous avons déclaré que toutes les questions concernent les femmes, les féministes finissent par être tenues pour responsables de tous les maux du monde. On leur demande, par exemple : « Après dix ans de féminisme, pourquoi y a-t-il encore la guerre ? Que faites vous ? »

Women s Studies : Theory, Studies and Methods Des enseignantes et 63 étudiantes d'une université américaine se proposent de nous faire profiter de leur expérience. Elles s'excusent d'imposer l'anglais. J'interviens plus tard pour dire que mes camarades sont moins agacées par l'emploi généralisé de l'anglais que par le fait qu'un certain nombre d'anglophones (américaines) parlent vite, ne demandent pas si l'assemblée suit, font référence à des personnages et institutions américaines sans explications, donnent leur ville d'origine au lieu de leur pays comme font toutes les autres, et supposent que leurs questions ont une application universelle. Par exemple, dans la discussion précise, je rajoute que l'université de masse telle que celle où j'enseigne ne ressemble guère aux facultés américaines ; la pédagogie féministe s'applique difficilement à des groupes de 70 ; de plus, il aurait été malheureusement inimaginable de faire venir 63 étudiantes de l'une de nos universités. Une des animatrices me reproche le ton non-sororal de mes observations (moi ? chaton que je suis !).

Polie, je réplique que les styles d'interventions varient selon nos différentes cultures politiques. « Ne me fais pas la leçon ! » crie-t-elle. « Moi, qui enseigne les études culturelles ! »

Un tour de table intéressant révèle la présence d'enseignantes et chercheuses de divers pays. Débat encore sur le lien entre militantisme et études féministes.

Women s Studies in China. La salle de 350 places est bondée, presque exclusivement de Chinoises. Conférence tenue par l'organisme officiel « All-China Women's Federation », j'y suis allée surtout pour annoncer notre projet de réseau international. J'attendais peu de surprise ; j'avais tort. Assise à côté de quelques amies sinologues, elles s'étonnent de la teneur ouverte de la discussion. Certaines intervenantes se reconnaissent indépendantes de l'« All-China Women's Federation ». Plusieurs critiquent le manque de ressources, la marginalisation dans les disciplines, les obstacles imposés surtout aux collaborations internationales. L'une nomme des ouvrages américains, dont certains sont très critiques sur la Chine. Le débat s'engage. Premières interventions de la salle : des représentantes de plusieurs minorités nationales chinoises se lèvent pour protester contre leur absence sur l'estrade et pour revendiquer leur prise en compte dans les études féministes. Multiculturalisme à la chinoise ?

Highlighting Women s History in a Global Perspective. Présentation de l'« International Federation for Research in Women's History ». Cette association s'est créée face au conservatisme de la société internationale d'histoire. Cette dernière tient ses conférences tous les cinq ans depuis 1900 ; elle n'a osé quitter le continent européen que deux fois, et cela pour aller en Amérique du Nord. Manque de chance, c'est San Francisco que cette association a choisi. Des historiennes féministes s'organisent, s'imposent dans les conférences quinquennales, et créent enfin la nouvelle fédération. La plus récente des conférences, tenue à Montréal en même temps que le Forum des ONG, inclut le genre et l'histoire comme l'une des trois principaux thèmes.

National Reports on Women s Studies Begun in the 1970s, 1980 and 1980s. Série de trois séances avec bilans de nombreux pays, dont le mien pour la France. Doit aboutir à un nouveau numéro spécial

de *Women's Studies Quarterly*, une mise à jour du travail des conférences d'Aalborg (« *Women's Studies in Europe* », « *Women's Studies Quarterly XX : 3-4* » [automne-hiver 1992]) et Costa Rica (« *Women's Studies : A World View* », « *Women's Studies Quarterly XXII : 3-4* » [automne-hiver 1994]). A suivre.

Diversity and Plurality : Women s Studies in a Cross-European Perspective. Dans une des très redoutées tentes, la pluie torrentielle rend la communication difficile. Organisé par Mary Nash de l'« *European Network of Women's Studies* » (avec qui on s'accorde pour dire que le Forum a renforcé notre identité européenne, surtout face à l'énergante équation américaine : féminisme mondial = les Etats-Unis + le tiers monde).

Je fais une présentation de la situation en France. Nous formulons des revendications à l'échelle européenne : création d'un institut européen en études féministes, reconnaissance de diplômes et certificats en études féministes lors de la création des commissions européennes et sélection des experts, refus de se laisser diviser par le débat intégration/autonomie (comme Commaille essaie de le faire dans le rapport national français).

National and International Women s Studies Associations : Towards a Worldwide Federation/Association et Networking Women s Studies Organizations. Voir article ci-dessous.

Orientation. Présenté par des responsables des liaisons entre l'ONU et les ONG. Informations et conseils pour les personnes accréditées pour la conférence officielle. Historique du rapport entre les ONG et les conférences de l'ONU. Le poids des ONG augmente progressivement. On n'a jamais autant participé à la préparation régionale que pour cette conférence-ci. De plus, le public s'est plus que jamais familiarisé avec le jargon et le fonctionnement de l'ONU. Par exemple, de très nombreuses personnes discutent du plan d'action en préparation et des parties «entre crochets», sachant qu'il s'agit de segments non-consensuels. Deux types de documents existent : la déclaration de principe et le programme/plan/plate-forme d'action. Celui discuté à Pékin est du second type. « L'idée est d'évaluer ce qui aurait dû être fait mais qui ne l'a pas été ». Les négociations : au

début de la conférence officielle, 20% du document restaient entre crochets. Seules ces parties sont modifiables. Importance du consensus pour que le poids moral soit plus fort pour les gouvernements. Le rôle des ONG est de surveiller l'évolution du document au jour le jour, et, en collaboration avec les membres sympathisants des délégations officielles, de faire du lobbying. Peu d'idées concrètes sur les moyens de lobbying, et le seul moyen conseillé pour obtenir la version la plus récente du document était de l'obtenir par l'Internet !

Rapport humblement soumis par
Judith EZEKIEL.

P.S. : Non, je n'ai vu ni Hillary (pas assez de place) ni Winnie ni Bernadette. Seulement Sally Fields et Jane Fonda. Et j'ai raté les séances d'exercice tous les matins à 6:00. Aurai-je assez de muscles pour tenir mon bout de ciel ?

WOWS :

Worldwide Organization of Women's Studies

(nom provisoire)

Enfin une association internationale des études féministes.

A l'avenir, nous nous souviendrons du Forum des ONG, tenu à Huairou du 31 août au 8 septembre 1995, comme du début du réseau international des études féministes. En collaboration avec Claire Moses, mandatée par l'association américaine (National Association of Women's Studies, NWSA), ce projet a été lancé par des représentantes de Women's International Studies Europe, dont Erna Kas de l'association néerlandaise et moi-même, envoyée par l'ANEF.

Rappel historique : le projet initial des fondatrices de WISE, dès les conférences de Copenhague et Nairobi, était de fonder un réseau international d'études féministes. Pour des raisons de logistique, nous nous sommes limitées à l'échelle européenne. WISE fonctionne ; il n'est point question qu'il se fonde dans la nouvelle structure. Mais depuis quelques années, nous discutons du stade suivant. Au dernier CA de WISE, tenu en novembre 1994 lors de la conférence préparatoire pour Pékin pour la région ECE (Europe-Amérique du Nord), après discussion au sein du CA de l'ANEF, j'ai introduit une résolution, adoptée par le CA de WISE, de lancer une organisation internationale d'études féministes. Erna, partisane de longue date d'une telle organisation, a donc inscrit un atelier aux activités coordonnées par Women's Studies International, un consortium international de centres de recherches en études féministes basé à New York. Simultanément, Claire leur avait demandé un atelier avec le même but. Nous avons décidé de joindre nos forces et tenir ces réunions en commun. Claire a envoyé de nombreuses lettres aux associations et centres d'études féministes dans le monde pour les inviter à participer.

Deux ateliers se sont tenus à Huairou le 4 et le 6 septembre, ainsi que plusieurs réunions informelles. Malgré une confusion dans les dates, quelque 150 femmes (et un homme) venant de 43 pays

différents⁽¹⁾ et de tous les continents sauf l'Antarctique y ont participé. Selon un rapide tour de table, environ deux-tiers de celles-ci occupent une place importante dans le milieu des études féministes dans leur pays : représentantes de départements d'études féministes, d'un centre de recherche, ou d'une association nationale, régionale ou internationale. Pendant la discussion sur les rôles que pourraient jouer une telle organisation, l'enthousiasme était manifeste. Dans un premier temps, nous étions d'accord pour commencer un réseau de communications, sans doute sur l'Internet avec un système de relais pour des pays qui ne sont pas encore reliés de façon adéquate.

Pour les participantes aux ateliers, le besoin d'une telle association est évident. Il faudrait organiser la solidarité, qui existe déjà mais de façon imparfaite et irrégulière. Nous imaginions avec plaisir, par exemple, l'avalanche des lettres qui inonderaient les gouvernements ou administrations qui oseraient éliminer des programmes d'études féministes... Ou encore des interventions auprès des organismes internationaux. L'isolement dont témoignent certaines pourrait être rompu : une Américaine notait à quel point on ignorait dans son milieu l'existence de conférences internationales tenues dans d'autres régions du globe. Une association internationale améliorerait le flux d'information par un bulletin d'information, un réseau Internet, par des guides et répertoires, tel celui qu'avait réalisé WISE au niveau européen ou encore du guide que nous préparons sur les sources de financements. A terme, nous souhaitons organiser des échanges de chercheuses, enseignantes, et étudiantes, et créer des filières à thème pour des échanges scientifiques. Point essentiel : nous réfléchissons aux moyens de faire face aux besoins de traduction. Nous projetons le lancement de la nouvelle organisation lors du Congrès international interdisciplinaire sur les femmes, congrès tenu tous les trois ans dans un pays différent et dont le pro-

(1) Allemagne, Argentine, Australie, Barbade, Brésil, Cambodge, Canada, Chine, Corée du Sud, Curaçao, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Malaisie, Namibie, Nigeria, Norvège, Pakistan, Pays Bas, Philippines, Pologne, Roumanie, Russie, Sierra Leone, Suède, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Uruguay, Venezuela, Viet-nam.

chain aura lieu en avril 1996 à Adélaïde, en Australie. Nous souhaitons voir s'établir un lien étroit entre ces congrès et le futur réseau.

Un groupe de travail restreint, destiné à préparer le lancement de l'organisation, a été mis en place pour une durée de huit mois. Il est composé des trois organisatrices et d'un certain nombre de volontaires de différents pays et régions du globe (pas plus d'une personne par pays et de deux à trois par continent) ayant un maximum de contacts et, si possible, accès au courrier électronique ou du moins un fax. Actuellement, le groupe de travail devrait être constitué des représentantes de l'Australie (l'organisatrice du congrès d'Adélaïde), du Canada, des Philippines (secrétaire générale de l'association de l'Asie de Sud-est), de l'Inde, du Japon, de l'Ouganda (directrice du plus ancien département d'études féministes dans son pays), du Nigeria, de l'Argentine, et du Brésil, de la France (moi-même), et des Pays-Bas (WISE). Nous avons prévu la possibilité d'une suppléance à l'intérieur des continents à condition que l'autre personne soit d'un autre pays.

Il est bien entendu que ce groupe n'est pas envisagé comme modèle de la future organisation, mais simplement comme groupe aussi équilibré que possible pour préparer la réunion fondatrice, à laquelle nous adopterons ensemble un système pour assurer une représentation démocratique pour tous les pays et régions. Certes, les délais sont très brefs : avec seulement huit mois entre Pékin et Adélaïde, la création d'une organisation internationale ne serait-elle pas prématurée ? Mais plutôt que de voir reculer cette date de trois ans, nous souhaitons profiter de l'enthousiasme du moment pour créer au moins une proto-organisation dès avril prochain.

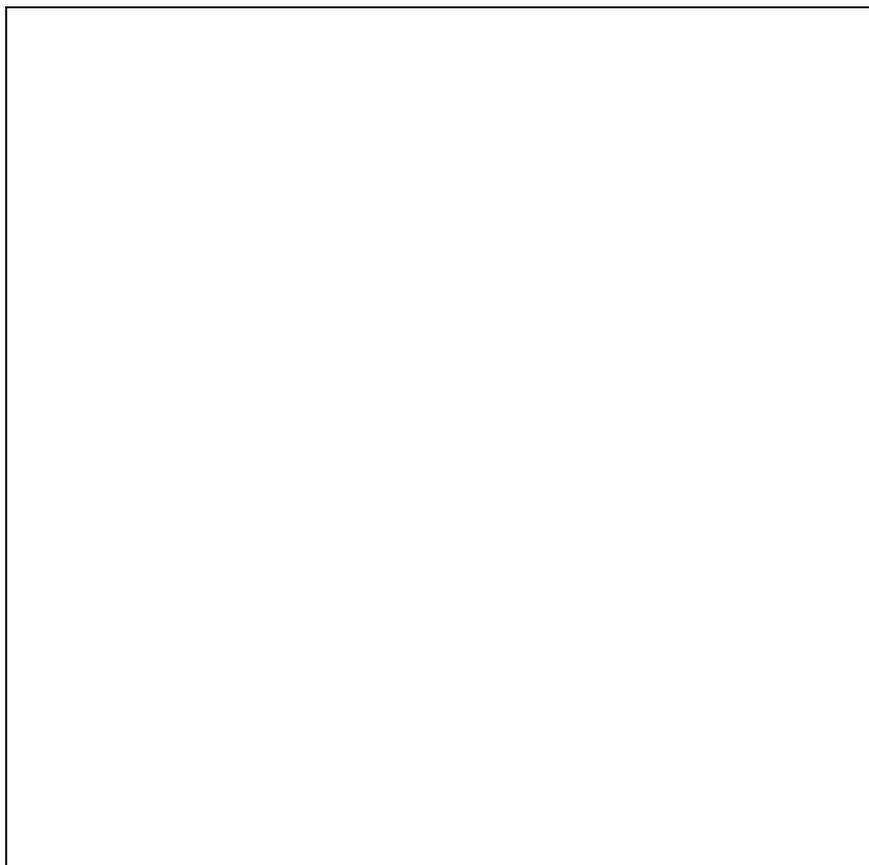
Pour toute information et pour nous transmettre vos idées, contactez :

- Judith EZEKIEL – 81, rue Raymond Lefebvre 94250 GENTILLY – FRANCE – tél. 47 40 92 34 – email : ezeziel@creteil.univ-paris12.fr.
- Claire MOSES – Women's Studies Department – 2101 Woods Hall – University of Maryland – College Park, MARYLAND 20742 USA – tél : (301) 405-6877 – fax : (301) 314-9190 – email : CM45@umail.umd.edu.
- Erna KAS – WISE – Heidelberglaan 2 – 3584 CS UTRECHT – PAYS-BAS – tél : (31 30) 531881 – fax : (31 30) 531619 – email : Erna.Kas@phil.ruu.nl.

Fallait-il en être ou pas ?

Fallait-il en être ou pas, du voyage à Pékin ? Bien sûr la question ne manquait pas de pertinence politique, mais comment croire sérieusement à sa portée dès lors qu'elle se posait si tardivement ? Le site de la IV^e Conférence internationale sur les femmes était depuis longtemps retenu et connu ; la conférence aurait lieu — eut lieu — malgré les bouffées d'indignation soulevées par le choix de Pékin. La difficulté, d'ailleurs, était double. Car non seulement il eût fallu agir plus tôt, et à une autre échelle, pour obtenir l'annulation d'une décision prise par l'ONU, mais de surcroît le frisson du scandale n'a guère ému que les esprits de l'hémisphère nord. Les « femmes du monde entier », en effet, n'ont pas toutes les mêmes priorités ni les mêmes

Photo Nicole DÉCURE



Shanghaï, 1987.

urgences, et c'est franchement s'en tenir au simple constat de dire que pour une majorité des participantes au forum de Huairou la question particulière de l'état des libertés en Chine pesait provisoirement moins lourd que les libertés et les droits qu'elles venaient y défendre.

Huairou, ce fut pendant quelques jours une petite planète incroyablement vivante, colorée et sonore, un formidable condensé des conflits, des enjeux et des enthousiasmes qui mobilisent les femmes des cinq continents. L'atmosphère y avait un petit air de fête qui, ajouté aux empoignades argumentées, réveillait le souvenir de temps chez nous plus militants. A ceci près que, depuis, le monde a salement changé, et que l'avenir apparaît globalement peu radieux. A cet égard, la IV^e conférence fut bien celle de la fin du siècle — celle où les musulmanes en tchador et les bonnes sœurs catholiques se mêlaient aux boubous, aux saris et aux petites tenues occidentales, celle où il aura surtout été question de pauvreté, de sida, de violence, d'intégrisme, de la nécessité d'organiser et de développer les réseaux en tout genre, à tous les niveaux.

J'en conserve des images et des impressions kaléidoscopiques, des souvenirs de moments forts — ceux où l'exigence de solidarité s'impose avec une évidence qui vous pousse trop volontiers à croire que vous saurez transmettre l'importance de ce qui se dit ici et maintenant une fois rentrée là-bas, ailleurs, dans un espace-temps à des années-lumière de la planète femmes.

L'un de ces moments, ce fut pour moi l'atelier organisé par des féministes ex-yougoslaves. Je suis tombée dessus par hasard, ainsi que cela arrivait souvent à Huairou, parce que le débat auquel on avait prévu de participer avait été déplacé, reporté, ou simplement parce qu'on se laissait capter par ce qui se passait à proximité. Ces femmes, une petite dizaine, qui venaient (ensemble) de Zagreb et de Belgrade étaient à Huairou pour y témoigner de leur expérience de féministes dans la guerre. Une guerre dont les enjeux nationalistes les ont conduites à affiner et radicaliser leurs analyses sur la violence contre les femmes, à multiplier les actions en direction des femmes molestées, violées, déplacées. Les groupes qu'elles ont contribué à mettre sur pied depuis le début de la guerre gèrent des lieux d'accueil pour

les victimes des violences, assurent un soutien psychologique et juridique, sur place ou par téléphone grâce à des lignes SOS quotidiennement accessibles. Militantes, elles dénoncent les innombrables atteintes aux droits des femmes en essayant autant que faire se peut d'informer les opinions serbe et croate des atrocités du nettoyage ethnique ; elles s'alarment déjà du statut promis aux femmes dans les nations bientôt « purifiées ». Tant à Zagreb qu'à Belgrade, elles ont réussi à maintenir un centre de documentation et d'information où sont rassemblées les archives féministes d'avant la guerre et de la guerre, une bibliothèque, une petite structure éditoriale ; et, à Belgrade, un centre baptisé « Women's Studies and Communication » qui depuis 1992 fonctionne sur une base interdisciplinaire et bien évidemment non institutionnelle à raison de quatre cours par semaine. Toutes disent avoir terriblement besoin de se savoir soutenues par des féministes d'autres pays, d'échanger avec elles informations et analyses.

Quelques contacts :

CENTER FOR WOMEN'S STUDIES AND COMMUNICATION (BELGRADE) – tél./fax : 381.11.3223.874 – e-mail : zenske studije - bg @ zamir-bg.ztn.apc.org.

AUTONOMOUS WOMEN'S CENTER AGAINST SEXUAL VIOLENCE (Belgrade) – tél : 381.11.645.328 – fax : 381.11.645.798 – e-mail : zenski-centar @ zamir-bg.ztn.apc.org.

ZENSKA INFOTEKA – Berislava 14 – 41000 Zagreb – tél. : 385.1.27.61.68 – fax : 385.1.42.29.26 – e-mail : Zenskainfo-zg @ zamir-zg.ztn.apc.org.

Oristelle BONIS

« *Regardons le monde avec des yeux de femme* »

« Regardons le monde avec des yeux de femme », déclarent joyeusement quelques centaines de sacs, se balançant en tous sens aux épaules des participantes du Forum des ONG.

Mais comment pourrait-elle voir plus loin que le bout de son tchador, Shahla Habibi, représentante officielle de l'Iran, dont le regard restera dissimulé derrière d'épais voiles qui la font ressembler aux religieuses de mon enfance ?

La comparaison ne s'arrête pas à ces vagues réminiscences autobiographiques. Ce Forum des ONG m'a apporté une confirmation stupéfiante en me permettant de retrouver dans les courants les plus radicaux, abscons et obscurantistes, de nombreuses organisations de femmes issues de pays de toutes cultures — y compris la nôtre, supposée si éclairée. Voilà que des femmes prennent fait et cause pour les thèses intégristes les plus restrictives quant à leurs droits, leur citoyenneté, et même leur statut d'humanité. Se gargarisant à n'en plus finir des joies incomparables de la maternité et de la famille, seuls lieux autorisés aux femmes, considérées là tout à la fois comme personnages subalternes et idéalisées.

Sans doute Mary Ann Glendon, cheftaine de la délégation du Vatican, s'est-elle assise par mégarde sur ses lunettes de femme en s'installant sur le Saint-Siège. C'est de là qu'en toute cécité elle regarde dans la même direction que sa collègue iranienne et bien d'autres. Rappelons que c'est elle qui n'hésite pas à expliquer l'engagement féministe de nombreuses femmes dans les années 70, par frustration suite à la carence en hommes disponibles (cf. *Le Monde* du 5.9.95).

Alors pourquoi m'étonner si, au hasard des ateliers fantômes d'une matinée à Huairou, je saisisais les bribes d'une conversation émue entre dames bien, jupette bleu marine, raie bien droite et air propre, se congratulant avec des trémolos dans la voix devant l'ex-

traordinaire découverte qu'elles venaient de faire : bien qu'étant, l'une catholique, l'autre protestante, elles pouvaient parler ensemble ! Comme si l'absurdité des séparatismes s'effaçait derrière le consensus pour le pire.

Où l'on voit qu'il n'y a plus de limites décentes aux barrières qui enferment de plus en plus chacun/e selon quelques paramètres de son identité, et que certaines n'hésitent pas à faire appel aux particularités culturelles (voire naturelles ?) pour justifier le refus de telle ou telle proposition touchant à l'autonomie (tout au moins sociale) désirante des femmes.

Bientôt, je serai surprise de pouvoir parler avec les habitants de la Rive gauche, tant d'énormes différences nous séparent (j'habite à Bastille).

Je ronronnais avec plus ou moins de confort sur la certitude des acquis du MLF, dont je fus. Voilà que ma couche me paraît molle.

Femmes amies (car il y en a de non-amies), encore un effort pour re-devenir laïques républicaines.

Martine MENÈS

Huairou, le premier jour

Huairou, le premier jour, faillit être pour moi un désastre. Un site immense, inachevé, où les bâtiments en dur alternaient avec des tentes, où la circulation d'une zone à l'autre demandait que l'on passât et repassât par les grilles de contrôle. Un premier jour pour lequel j'avais choisi trois ateliers (thème : « Femmes et Science ») dont aucun n'eut lieu, ou qui furent déplacés ailleurs sans qu'on le sût. Un premier jour où les jambes faisaient des kilomètres et la tête du sur-place. Et puis, de bâtiment en tente et de tente en bâtiment, la cervelle m'est peu à peu revenue quand ma frustration, suivant ma fatigue, a commencé à s'accumuler dans mes semelles, me forçant à m'arrêter un peu au hasard de ce que j'entendais et comprenais (le français ou l'anglais des femmes des pays non anglo-saxons !).

J'ai donc écouté ce que je pouvais : la formidable pression des intégrismes, leurs formes brutales, mais aussi celles, plus discrètes et subtiles, qu'ils prennent quand ils prétendent dialectiser égalité et religion (un atelier organisé par des Tunisiennes). J'ai assisté, médusée, à un atelier sur les violences contre les femmes où une gynécologue suisse, après avoir fait dériver le débat sur l'avortement, s'est révélée une digne représentante d'un « Laissez-les-vivre » helvétique. Le temps de comprendre et d'engager la polémique, la dame devait justement quitter cet atelier pour un autre.

J'ai suivi aussi un atelier passionnant (de femmes africaines) sur les formes d'organisation et de réseau qui pouvaient être mises en place pour lutter contre les mutilations sexuelles ; un autre, toujours de femmes africaines, sur des tentatives de création de systèmes bancaires gérés par et pour des femmes.

L'essentiel était bien là, autour des formes de lutte contre les violences, contre la pauvreté, pour l'accès à la libre disposition de son corps, pour l'égalité des chances. Ce sont aussi bien sûr les thèmes des études féministes et des Women's Studies au sens large, pour lesquelles j'étais venue à Pékin. Or ce qui était littéralement criant à Huairou, non médiatisé et non policé par le discours théorique, c'est la lutte quotidienne et banale que mènent des millions de femmes pour leur survie. Et les études féministes me sont alors apparues

comme regardant le monde par le petit bout de la lorgnette, une goutte d'eau dans ce qui était en train de se dire et de se faire, un enjeu bien limité. Ce qui n'enlève rien au fait qu'elles soient essentielles.

Mais j'ai, à Huairou, plus que jamais compris la perversité de tout travail ou discours théorique féministe qui ne s'ancre pas dans la solidarité née d'une oppression commune (même si différente dans ses formes et contenus). Pour dire les choses plus clairement encore, je ne comprends plus une recherche féministe qui oublie ou fait semblant d'oublier son origine, et pourquoi l'institutionnalisation s'accompagne, de fait, d'une rupture radicale avec le militantisme, même minimaliste. C'est un débat qu'il faudrait avoir à l'ANEF. Et sans doute les luttes militantes donnent-elles du punch. Les Africaines, les Maghrébines, les femmes du Sud-Est asiatique (j'ai moins vu les Américaines du Sud — hasard de la dispersion ou relative absence durant les premiers jours ?) en avaient à revendre. Le marathon de ce premier jour prenait des airs de fête foraine et de marché exotique qui détendaient l'atmosphère nettement plus guindée de certains ateliers occidentaux (américains ; je ne sais pourquoi ni comment j'ai raté l'Europe) et celle, très « officielle » de la tente du Tibet.

Après il a plu. Puis il a refait beau. L'organisation s'est améliorée de jour en jour. J'ai dû rentrer à Paris bien avant la fin du Forum des ONG, mais j'ai eu le temps de ressentir et de comprendre que Huairou, c'était certes une très grande rencontre de femmes, avec le formidable plaisir que cela donne, mais c'était surtout du travail, depuis longtemps, la nécessité de le communiquer et d'en dire et redire l'enjeu politique. Même si les résolutions de la conférence officielle n'ont guère avancé par rapport à Nairobi, je suis très contente de ne pas avoir boycotté Pékin car, entre nous soit dit — une fois écartées les raisons de boycott spécifiquement liées aux femmes — refuser d'y aller ne pouvait qu'arranger les autorités chinoises qui ont tout fait pour diminuer le nombre des participantes au Forum⁽¹⁾.

Hélène ROUCH

(1) Brigitte Lhomond, à la suite d'incroyables péripéties administratives, alors qu'elle était la première d'entre nous à s'être inscrite au forum des ONG, n'a pas pu obtenir son visa et n'est donc pas venue à Pékin. Apparemment elle ne fut pas la seule dans ce cas.

Jeu paranoïaque au pays des signes

Sur la carte, Huairou est un village de vacances au bord d'un lac. Dans la réalité, il s'agit de quelques immeubles et de beaucoup de tentes éparpillés dans un terrain vague, au-dessous du niveau du lac – pas de vue possible.

Dans un pays autant porté sur la métaphore, les grands bonds en avant et autres, « Cent mille fleurs », cela me paraît signifiant « Trente mille femmes dans un puits »⁽¹⁾.

L'important à Huairou n'était pas l'information ; il y a plus simple pour l'obtenir que d'aller se réunir dans un camp de toile à l'autre bout de la planète. Pardon d'employer un terme aussi peu distancié, mais je crois que l'essentiel était la communion. Entre les Africaines en boubous magnifiques et nous, et les Japonaises à chapeaux verts qui formaient des chorales de-ci de-là, et les femmes en saris, les Américaines du sud, les Australiennes... multiples, généreuses, amicales, admirables.

Pour moi Huairou a surtout été un état d'âme collectif.

Dani GALLOIS

(1) Claudel, *Connaissance de l'est* : "Je passe entre les hospices pour les animaux et un puits rempli de cadavres de petites filles dont leurs parents se sont débarrassés. On l'a bouché une fois comblé ; il faudra en creuser un autre" (1896).

AUTOUR DE LA CONFÉRENCE DE PÉKIN :

Clinique de la féminité, psychanalyse et lien social

« Ce qui découle du fait que ce n'est pas la femme qui a tué le père » (1928)

Lorsque Lou Andreas-Salomé tente en 1928, avec ce titre prometteur, une contribution originale au débat sur la féminité, elle situe sa réflexion dans un des registres peu explorés par ses disciples de l'idée de Freud : qu'il est difficile de faire la part, concernant la sexualité féminine, de ce qui relève de l'influence sociale ou de la fonction sexuelle proprement dite.

Jamais en effet, Freud n'insiste autant sur le poids du social que lorsqu'il traite de la question féminine. On relève, par exemple, dans son texte de 1932, *La féminité*, au moins quatre occurrences des tensions qu'il invoque entre « choix d'objet et circonstances sociales », « fonction sexuelle et dressage social », « passivité et organisations sociales », « agressivité prescrite constitutionnellement et socialement imposée », etc. Une lecture attentive pourrait montrer que très tôt dans sa recherche, Freud met en évidence l'importance du social pour approcher la position féminine (cf. par exemple le « dédommagement » concernant le choix d'objet que conteste aux femmes l'organisation sociale dans l'Introduction au narcissisme, ou d'autres formulations des Trois essais).

Cela semble évident lorsqu'on y songe et peut-être faut-il saisir avec cet éclairage, la remarque de Lacan dans *Encore*, lorsqu'il note que Freud attribue bien peu d'inconscient aux femmes.

Dans son texte, étonnant à plus d'un titre, Lou Andreas-Salomé s'essaie à des variations, tantôt politiques tantôt mystiques sur le lien social au féminin. Selon elle, que les filles ne soient pas entachées de la faute originelle du meurtre primitif, ne peut être sans conséquence. Du culte du père qui ne doit rien à « l'ivresse du sang qui divinise l'objet » à la « rage d'égalité », Lou Andreas déploie pour nous des

intuitions qui, pour qu'obscurs qu'en soient les raisonnements, ne sont pas sans intérêt ni pertinence.

Le prosaïsme féminin par son absence de référence à la horde sauvage et primitive permet, suggère Andreas-Salomé, que la femme « place ailleurs sa légalité et son ordre »; l'homme se situant lui, selon sa belle formule, « entre la faute et le désir ». Ainsi le « pas tout » dont on trouve avec surprise, une expression chez cette auteure, (du moins dans sa traduction française), va se situer non pas du côté des femmes mais chez l'homme et comme conséquence de la faute. Si ce « pas tout » qui renvoie à une altération du narcissisme, n'a qu'un lointain rapport avec les formules lacaniennes concernant la jouissance féminine, il faut malgré tout remarquer qu'il se réfère au même point logique, le statut d'exception du père jouisseur.

Mais pourquoi frayer ainsi avec une des amies de Freud, aujourd'hui ? C'est qu'a eu lieu à Pékin en cette fin d'été, un événement important qui, à mon sens, est l'indice que se poursuit dans le tissu social, un remaniement de la place des femmes, et dont le retentissement à venir intéresse aussi la psychanalyse.

Si le déclin de la fonction paternelle n'est pas sans conséquence repérable au cœur même de la cure analytique, comment le psychanalyste pourra-t-il manquer d'approcher cette modification qui concerne le statut des femmes dans la cité, surtout s'il soutient avec Freud la notion d'un lien complexe entre féminin et institution sociale ?

A l'aube de son cinquantième anniversaire, l'Organisation des Nations Unies vient de clôturer à Pékin une des plus grandes conférences internationales de tous les temps par le nombre de ses participants ; pour l'essentiel 40 000 femmes venues du monde entier, dans une débauche de couleurs, de projets politiques, de costumes, de mots d'ordre, de rages et de colères mais aussi de solidarités et de plaisir à partager. En bref, cet immense rassemblement avait le style iconoclaste et la vitalité que l'on connaît à nos réunions de femmes mais avec une ampleur inégalée puisque c'est du monde entier que par milliers des femmes venaient témoigner, transmettre, échanger, et manifester ; ni foule ni horde, sans leaders désignés, il resterait à caractériser le type particulier de lien social au sein de ce rassemblement, qui permettait qu'un réel jeu s'opère entre les représentants officiels des gou-

vernements et les femmes réunies en Forum pour négocier l'adoption d'une plate-forme d'action.

Organisée en deux temps, un Forum des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.) du 31 août au 9 septembre précédant la IV^e Conférence mondiale sur les femmes du 4 au 15 septembre 1995, cette gigantesque entreprise a permis que se mesurent en actes des modifications sur la place et le statut des femmes dans le monde.

Près de 3 000 ateliers de travail se sont tenus sur des thèmes les plus divers allant, comme toujours dans nos assemblées, des plus fantasmagoriques aux plus graves.

Après la conférence du Caire de l'été 1994, sur les questions de natalité et de population, ayant mis en évidence un clivage entre les états religieux et laïcs sur la place octroyée aux femmes dans le contrôle de leur fécondité (question cruciale pour les pays en voie de développement), il s'agissait, pour les femmes présentes à Pékin de faire adopter par les 181 Etats réunis à cette conférence, des résolutions et une plate-forme d'action inscrivant les femmes comme sujets de droit ; ceci d'autant plus que les états non laïcs, démocratiques ou pas, avaient bien mesuré l'enjeu de cette conférence quant au droit des femmes à disposer de leur corps.

Pour avoir participé, d'abord dans l'inquiétude (la presse occidentale s'étant massivement chargée de stigmatiser l'organisation chinoise et ses atteintes aux droits de l'homme) puis avec enthousiasme à cette considérable entreprise d'explication, c'est avec quelque surprise que rentrant à Paris, je constatais que bien peu des travaux de la Conférence de Pékin avaient pu diffuser encore. Il est vrai que le texte de la plate-forme ne sera accessible en France (mais en anglais) que vers la fin du mois de novembre.

Pourtant, à traiter en atelier la question des intégrismes, du rapport des femmes à la science, de leur implication dans les politiques africaines, des stratégies à mettre en œuvre face aux nouvelles technologies, etc., il m'a semblé que de nouvelles références se constituaient. Les femmes présentes ne souhaitaient plus être assignées à un statut d'altérité ou d'exception, mais, par exemple, inscrivaient désormais la dimension sexuelle dans le droit, l'éducation des filles comme une exigence politique, l'indépendance économique comme une

nécessité... En bref, que les femmes, à l'occasion de la Conférence de Pékin, devenaient les actrices visibles de la transformation sociale et revendiquaient, bilans à l'appui, cette visibilité.

Il ne me semble pas impensable que ces changements dans le collectif marquent de leur effet une clinique contemporaine de la féminité. Pour le psychanalyste, que s'ouvrent ainsi de nouvelles économies identificatoires ne peut être sans incidences sur les modes de jouissance à venir. A ce titre la clinique lacanienne de la féminité, qui se rubrique sous le vocable de « pas tout » – c'est-à-dire qui fait référence à une jouissance « pas toute inscrite dans la jouissance phallique », devra prendre en compte ces mutations pour la raison que le social opérant comme structure de sollicitation modifie les propositions d'identification et donc les jouissances y attendant.

Si en effet, la féminité, tel que le pensait Freud, entretient quelque affinité avec la logique sociale dans laquelle elle s'inscrit, elle n'est pas immuable ; dès lors, l'enjeu pour la psychanalyse est de taille : inventer les concepts d'une clinique contemporaine de la féminité et de la différence des sexes.

Cette problématique clinique d'une modification des identifications féminines parce que le social se modifie me semble être aussi être un des enjeux de la recherche féministe. Pour les cliniciennes féministes, est peut-être revenu le temps d'un travail conceptuel et politique, attentif aux travaux psychanalytiques sur la féminité (et il sont nombreux).

Puisque L'ANEF rassemble les plus éminentes chercheuses et enseignantes sur les questions pointues d'épistémologie, je suggère que notre association soit à l'initiative d'un groupe thématique « Après Pékin... Clinique contemporaine de la féminité ».

Concrètement je propose que les chercheuses intéressées par cette question adressent leurs textes problématisant cette question, au Bulletin qui les publiera et qu'ensuite, à partir des orientations de chacune, se constitue un groupe de travail.

Irène FOYENTIN

Déclaration solennelle et “recommandations” de la plate-forme d’action

Ne disposant pas encore du texte adopté par les 181 Etats présents à la Conférence mondiale sur les femmes, nous reproduisons l’article publié le 18 septembre dans le Bulletin Quotidien sur ce sujet.

La Déclaration solennelle des gouvernements, adoptée vendredi à Pékin à la clôture de la IV^e Conférence mondiale sur les femmes, reconnaît notamment :

- que les droits des femmes sont partie intégrante et indivisible de tous les droits humains et des libertés fondamentales, dans l’esprit de la Déclaration universelle des droits de l’homme et des conventions internationales ;
- que les gouvernements doivent permettre aux femmes et aux fillettes le plein exercice de ces droits, et lutter contre leur violation ;
- la nécessité de faire avancer les droits des femmes en vue de plus de pouvoir ;
- que les hommes doivent participer à la lutte pour l’égalité des sexes ;
- la liberté de pensée de conscience et de religion, en tant que contribution aux besoins éthiques, moraux, spirituels et intellectuels des femmes et des hommes ;
- le droit des femmes à contrôler les aspects de leur santé, y compris leur fertilité, est la base de l’amélioration de leur condition ;
- la nécessité de promouvoir l’indépendance économique des femmes, et de les faire accéder à l’éducation et la formation, et aux soins de santé de base, ainsi qu’au crédit, à la technologie, à la science, à la propriété de terres ;
- la nécessité d’éliminer toute forme de violence contre les femmes ;
- que l’éradication de la pauvreté requiert la participation égale des hommes et des femmes au développement social et économique et l’égalité des chances ;

- la nécessité de politiques et de programmes publics en faveur de l'avancement des droits des femmes ;
- la contribution décisive de la société civile, en particulier les ONG féminines ;
- le rôle moteur joué par les femmes dans la lutte pour la paix dans le monde ;
- la nécessité d'un engagement fort des gouvernements, des organisations internationales, et des institutions de tous niveaux, ainsi que la mobilisation de ressources au niveau national et international, pour assurer le succès de cette Déclaration.

Ainsi, la plate-forme d'action adoptée engage-t-elle les gouvernements – de façon non contraignante et sous condition des réserves officielles – à notamment :

- respecter et promouvoir les droits des femmes, en tant que partie intégrante des droits humains ;
- promouvoir la participation égale des hommes et des femmes dans la vie politique et la prise de décision ;
- intégrer la dimension de l'égalité des sexes dans toutes les lois, actions ou politiques publiques ;
- lutter contre la féminisation de la pauvreté, les facteurs de marginalisation (non-accès à la santé, à l'éducation, au logement, à l'autonomie économique et aux sphères de décision) et le chômage ;
- favoriser l'accès des femmes aux finances et au crédit pour les aider à créer des entreprises ou des activités rémunératrices ;
- assurer l'accès de toutes à des services élémentaires (éducation, soins de santé) et de faible coût, et l'accès égal aux ressources économiques au droit à l'héritage, aux technologies, aux ressources naturelles, au crédit et à la terre ;
- respecter les droits des femmes à une sexualité et une procréation librement choisie et consentie, sans coercition ni violence et l'accès à la planification familiale ;
- respecter le droit des adolescent-e-s à une information sur la sexualité et les MST, auprès de services garantissant la confidentialité, tout en reconnaissant le rôle et les droits des parents dans ce domaine ;

- prendre des mesures urgentes pour éliminer les discriminations contre les femmes ;
- interdire les mutilations génitales ;
- éliminer violences et formes d'exploitation sociale, économique et sexuelle (viol – y compris conjugaux – violences physiques et psychologiques, trafics de personnes, harcèlement sexuel, prostitution forcée, infanticides, grossesses imposées, mariages forcés, trafic d'organes...) qui constituent des violations des droits humains ;
- améliorer la condition sociale des femmes défavorisées (réfugiées, immigrées, handicapées, indigènes ou élevant seules des enfants).



La frontière intérieure :
Femmes à l'est de l'Allemagne réunifiée

Cinq années se sont écoulées depuis le "tournant", cette révolution douce qui vit la fin de l'Etat est-allemand et la naissance de l'Allemagne unifiée. C'est le moment de tenter de faire le point sur l'évolution de la vie des femmes à l'est de l'Allemagne.

Les deux facettes de l'état-RDA :

ETAT-BOULOT – ÉTAT-BOBO

Les cris du cœur de femmes est-allemandes témoignent :

« Jusqu'au tournant, les femmes n'ont jamais eu à choisir entre avoir un enfant ou avoir un métier. »

« En RDA, je me suis toujours sentie en sécurité. Je savais que même si je me retrouvais seule, je n'aurais pas de problèmes pour élever mes enfants. »

« Quand je vois dans les émissions de jeu ouest-allemandes des ménagères dire fièrement qu'elles ne travaillent pas pour élever leurs enfants, j'ai peur. »

« Je n'aurais jamais pensé devoir m'organiser en tant que femme pour défendre mes droits. L'Etat le faisait pour nous. »

La somme des avantages dont l'Etat socialiste faisait bénéficier les femmes pour asseoir sa politique nataliste est impressionnante.

Adoptée fin 1950, la « loi sur la protection maternelle et infantile » stipulait déjà le versement d'allocations à la naissance ou la construction de crèches et de jardins d'enfants. Le Code de la famille, voté en 1966, plaçait le mariage, la famille et la maternité sous la protection particulière de l'Etat. De la belle ouvrage, parachevée en 1972 par de nouvelles mesures : diminution du temps de travail pour les mères, allocation de naissance portée à 1 000 marks, ainsi que le fameux "Baby-Jahr", un an de congés payés après la naissance (90 % du salaire !). Les ouvrières et employées bénéficiaient chaque mois d'une journée libre et rémunérée, réservée aux tâches ménagères ou aux démarches administratives. Maris ou compagnons prenaient parfois cette journée de congé. En outre, le législateur avait prévu un congé-maladie pour permettre aux mères célibataires de s'occuper de leur enfant alité. Enfin, les crèches, omniprésentes, prenaient en charge les enfants du matin jusqu'au soir pour 16 DDR-Marks par mois, repas de midi compris (environ 16 F).

Le niveau d'études des femmes se rapprocha sensiblement de celui des hommes en Allemagne de l'Est jusqu'en 1989. Ainsi, si 80 % des diplômés de l'enseignement supérieur est-allemand étaient des hommes en 1950, ce chiffre tombe à 49 % en 1985. Seules 6 % des femmes est-allemandes ne détenaient pas de certificat professionnel, contre 24 % en RFA. Les femmes est-allemandes avaient percé une large brèche dans le bastion des professions dites masculines (médecine, communication, technique, justice). La RDA détenait même le record du monde concernant le travail rémunéré des femmes : 91 % des femmes est-allemandes avaient un emploi ! Ainsi, l'image de la femme travaillant à l'extérieur faisait partie intégrante des représentations mentales de la population : en 1991, seules 3 % des femmes à l'est de l'Allemagne considéraient le travail de femme au foyer comme étant la « profession idéale », 75 % d'entre elles souhaitaient aller travailler même si la famille avait assez de revenus.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS

Certes, la devise « A travail égal, salaire égal » était appliquée à la lettre. Mais les professions "typiquement" masculines jouissaient de plus de prestige – et par conséquent d'un plus haut niveau de salaire – que les métiers plus spécialement féminins. Ainsi, le salaire

moyen des Allemandes de l'Est était inférieur d'un tiers à celui de leurs collègues masculins, ce qui n'était pas sans conséquence sur la retraite. L'égalité entre femmes et hommes, proclamée dans les textes, ne masquait guère les injustices au quotidien: les tâches ménagères ou éducatives incombaient d'abord aux femmes. Celles-ci se voyaient parfois contraintes de refuser des fonctions de direction ou une mutation éventuelle, afin de pouvoir continuer à assumer une double journée de travail. Les jeunes femmes est-allemandes étaient souvent lancées très tôt dans la vie active et dans l'aventure d'une vie de couple. Il n'était alors pas rare de rencontrer dans les transports en commun des femmes d'une vingtaine d'années poussant d'une main un landau tout en essayant de l'autre main de contenir les gesticulations d'un bambin hurlant et vociférant.

Rien de bien « révolutionnaire » donc à nos yeux de femmes ouest-européennes. La classe politique est-allemande tenait en effet un double langage : son discours restait profondément patriarcal, les avancées sociales étaient plus le fait d'un souci productiviste et nataliste que d'une réelle volonté d'émancipation féminine. L'économie est-allemande avait besoin de la force de travail féminine. Il était également de bon ton de pouvoir afficher des données démographiques (taux de fécondité, etc.) supérieures à celles de l'autre Allemagne dont la population vieillissait de façon inquiétante. Ainsi, la législation de l'ex-RDA, en apparence avant-gardiste, cachait à peine le conservatisme ambiant et le retard de maturité des mentalités.

Cet Etat aux traits paternalistes se livrait également à des pratiques sordides. Il aurait enlevé plusieurs milliers d'enfants dont les parents s'étaient enfuis à l'Ouest ou étaient condamnés pour espionnage militaire ou encore étaient prisonniers politiques. Les adultes ayant passé le rideau de fer étaient déclarés coupables de « fuite de la République », un des délits les plus lourdement punis par la justice est-allemande, et déchus de leurs droits parentaux. Treize « foyers de transit » existaient en RDA pour les enfants de fugitifs, directement placés sous la tutelle du ministère de l'Education que dirigeait, de 1963 à 1989, Margot Honecker. L'adoption forcée était réservée aux plus jeunes et tout était conçu pour brouiller les pistes et façonner une nouvelle existence aux jeunes « orphelins ».

Une révolution conservatrice :

ETAT-MACHO – ETAT-DODO

Les réalisations sociales de la RDA ont été balayées lors de l'« annexion » de l'Allemagne de l'Est par celle de l'Ouest. De nombreuses crèches ont fermé leurs portes, faute de moyens ou même de locaux. Pour affronter une concurrence soudainement féroce, les entreprises ont supprimé les centres de vacances qu'elles mettaient auparavant à la disposition de leurs employés et de leurs familles pour un prix dérisoire. Certains directeurs du personnel opposent un « nein » catégorique aux demandeuses d'emploi au ventre trop arrondi. Ils s'évertuent également à décourager les femmes ayant bénéficié d'un congé parental de reprendre leur travail, en rendant leurs horaires incompatibles avec la vie familiale ou en les mutant dans une filiale éloignée. Certains journaux à grand tirage font fréquemment leur première page en présentant des femmes ayant subi une stérilisation sur les « recommandations » de leur employeur.

Sans doute cette misogynie ambiante se nourrit-elle du conservatisme politique qui s'est fait jour depuis la réunification : l'Etat ne doit plus désormais s'immiscer complètement dans la vie des femmes et des hommes, pour laisser jouer les mécanismes du marché qui évincent les plus faibles. La politique du gouvernement fédéral se veut motivée par un idéal : la liberté de choix. Les femmes doivent avoir la possibilité de décider si elles veulent se consacrer totalement ou partiellement à leur vie professionnelle, ou familiale. Force est de constater, en ce cinquième anniversaire de l'unification allemande, que les conditions indispensables à l'exercice de cette liberté de choix sont loin d'être réunies.

Le seul exemple de la législation réglementant l'avortement en apporte la preuve. Le régime est-allemand avait légalisé dès 1972 l'avortement et assuré la gratuité de la pilule contraceptive, tout en menant une politique nataliste couronnée de succès. Le nouveau parlement allemand a décidé autrement du contrôle des naissances : l'avortement est considéré depuis 1995 comme « dépenalisé mais contraire à la loi » jusqu'au troisième mois de grossesse. Les femmes désireuses de subir une I.V.G. doivent ainsi non seulement financer

cet acte chirurgical (si leurs revenus mensuels dépassent 1 500 marks soit environ 5 000 F par mois) mais aussi se soumettre à un entretien obligatoire dont le but est clairement fixé : il s'agit de les convaincre de renoncer à leur projet. Or, à aucun moment de sa vie, un homme, qu'il soit alcoolique ou usager de drogues, n'a l'obligation de rencontrer un conseiller. Les législateurs allemands semblent donc considérer les femmes comme incapables de prendre seules une décision les concernant, les déclarant ainsi mineures à l'égard de la loi.

LE FOSSÉ ENTRE « OSSIS » ET « WESSIS »⁽¹⁾

« Il n'y a pas d'exclus en République Démocratique Allemande ! », proclamait Erich Honecker, chef de l'Etat lors du IX^e congrès du SED⁽²⁾ en 1976. En effet, le régime est-allemand ne cachait pas son intention de modeler une seule sorte d'humains, à la personnalité chimiquement pure et socialiste. Cet humain d'un nouveau type devait être sain, solide et fort, travailler comme un fou, participer à la solidarité nationale comme un fou, aider tout un chacun comme un fou, ne guère voyager et n'avoir aucun problème d'intégration sociale. L'expression utilisée par Honecker n'était pas le bilan de la situation sociale, mais un ordre incontournable. Celui qui ne satisfaisait pas aux critères de la « personnalité socialiste » était envoyé dans des institutions psychiatriques conformément au paragraphe 249 : « Celui qui met l'ordre public et la sécurité en danger par son refus de travailler doit être puni ».

L'unification allemande a fait l'effet d'une « tempête sous 16 millions de crânes », et la frénésie des retrouvailles a rapidement cédé la place au désenchantement. Brusquement, les droits au logement, à la formation et au travail disparurent au profit du... droit à l'aide sociale. Le paradis protégé des « niches » en RDA (cercles d'amis, milieux artistiques, intellectuels ou religieux) a implosé sous les assauts

(1) Expression dérivée du terme de "Besserwisser" (« celui qui sait toujours tout mieux que tout le monde ») et utilisée pour qualifier – et dénigrer – le comportement dédaigneux de certains Allemands de l'Ouest à l'égard de leurs voisins de l'Est, les "Ossis".

(2) Sozialistische Einheitspartei Deutschlands : Parti Unifié Socialiste d'Allemagne, maître du pouvoir en RDA.

de l'opulence capitaliste. Un peuple, pour lequel l'inactivité était un délit, fait à présent l'expérience d'un chômage de masse qui touche d'abord les femmes. Initialement séduits par l'aisance, la propreté et l'élégance de leurs compatriotes, les Allemands de l'Est se sentent floués, non seulement par les hommes politiques qui leur avaient fait miroiter autre chose qu'un chômage croissant et des prix galopants, mais aussi par ces « frères étrangers » qui parlent la même langue qu'eux tout en se comportant parfois en colonisateurs. Les Allemands de l'Ouest se sentent, eux, menacés dans leur prospérité chèrement acquise et s'attristent sur les milliards engloutis par les nouveaux Länders. « Nous sommes un peuple ! », scandaient les Allemands de l'Est en 1989. « Nous aussi ! », répondent aujourd'hui les Allemands de l'Ouest.

Pour éviter que l'histoire ne bégaie, les critiques de l'actualité plaident en faveur d'une confrontation avec le passé. Il ne suffit pas de glisser d'un système à l'autre en s'adaptant opportunément aux nouvelles structures – à l'instar de certains fonctionnaires de la Stasi⁽³⁾ reconvertis en managers de grandes sociétés ou à l'exemple de ces nazis qui, après 1945, ont occupé des postes importants de la justice et de l'Etat. Pour échapper aux cercles vicieux de l'histoire allemande, un travail de dialogue et de confrontation est vital : il révélerait de nombreuses ressemblances entre les « frères et sœurs ennemis » – à commencer par le passé commun – et aiderait à surmonter les barrières psychologiques qui se sont dressées depuis 1989, à la place du mur de béton. Mieux encore : il s'agit de mettre à profit ce nouveau départ pour tirer parti d'un potentiel jusqu'à présent mal exploité par notre société. Mettre fin à un gigantesque gaspillage d'énergie et de créativité en incluant enfin les femmes à part entière dans la vie publique. Cependant, je crois fort que l'Allemagne actuelle ait manqué l'occasion de réparer cette injustice. A moins que cette révolution féminine ne s'accomplisse à notre insu, silencieuse et souterraine ?

Anne LEQUY-ROSSET

(1) Staatssicherheit : police politique chargée de la sécurité de l'Etat



Université de Dijon

SÉMINAIRE

La Famille, les femmes et la Révolution

Coordination : Francis RONSIN

La pensée et l'action révolutionnaires se sont fréquemment bornées à une contestation des structures politiques et économiques du pouvoir. Pourtant, au cours de leurs phases de développement, elles ont souvent donné naissance et se sont généralement heurtées à des critiques plus ou moins radicales d'autres processus de domination et d'aliénation : la différenciation des sexes, les structures et les hiérarchies familiales, etc. L'étude de leurs réactions, ouvertes, méprisantes ou brutales, est un élément indispensable de réflexion sur leur motivations réelles, conscientes ou non. Une telle recherche ne peut être que pluridisciplinaire.

De 16 h à 18 h, un mercredi sur deux, salle 127.

PREMIERS INTERVENANTS ANNONCÉS :

- ▲ Les femmes de 1848, Michèle RIOT-SARCEY.
- ▲ Facteurs psychiques de l'exclusion des femmes de la scène politique – l'exemple de la Révolution française, Jacques ANDRÉ.
- ▲ Les femmes allemandes et la révolution de 1848, Marie-Claire HOOCK-DEMARLE.

- ▲ Le Paris de 1870-1871, Jacques ROUGERIE.
- ▲ Le mouvement des femmes après 1968, Françoise PICQ.
- ▲ Wilhelm Reich : Famille, femmes et révolution, Roger DADOUN.
- ▲ Critique fouriériste de la révolution politique : le thème de la famille, Jean-Paul THOMAS.

Université Lyon 2

Etudes sur les femmes et les rapports de sexe

DOMINANTE 2

Coordinatrice : Annik HOUEL – Tél. au CLEF : 78 77 24 84

Cet ensemble d'UV constitue une initiative novatrice de l'Université Lumière Lyon 2. L'enseignement s'adresse aux étudiants et étudiantes, quelle que soit leur discipline, qui veulent comprendre la manière dont les sociétés construisent les rapports entre les hommes et les femmes.

Une dominante se compose de deux UV et chaque UV de deux heures hebdomadaires.

Les étudiants de **premi re ann e** doivent choisir deux UV parmi les six suivantes :

MODULE 19185 01 :

UV l8124 : Rites d'institution, éducation, sexualité.

UV l8125 : L'invention des petites filles.

MODULE 19186 01 :

UV l8126 : Discours médicaux, contrôle social des corps et rapports aux modèles.

UV l8127 : Ecriture et représentation de la différence des sexes.

MODULE 19187 01 :

UV 18128 : Femmes d'Europe.

UV 18129 : L'activité des femmes : approche socio-historique.

N.B. : Ces UV dépendent administrativement de l'Institut de Psychologie, mais leurs contenus relèvent de disciplines diverses : la sociologie, la littérature, les sciences politiques, la psychologie, l'anthropologie, l'histoire.

Les étudiants de **deuxième année** doivent obligatoirement prendre les deux UV 28127 et 28128.

UV I8124

Rites d'institution et sexuation en Afrique

Mireille LECARME

Jeudi 15 h-17 h, salle 113 K

Dans toutes les sociétés, le sexe, donnée de nature, est l'objet d'une élaboration sociale. De la naissance à l'allaitement et au sevrage, les pratiques sociales sont différenciées selon les sexes. Ce processus de sexuation, objet d'un contrôle social permanent, est renforcé par des rites spécifiques instituant entre les sexes une séparation posée comme radicale – en Afrique. Les ressources imaginaires (contes) et symboliques (mythes, croyances religieuses) fondent ce qui peut être nommé un système.

Validation : exposés en cours d'année et dossier en fin d'année.

UV 18125

L'invention des petites filles (romans, contes, récits)

Christine PLANTE

Mercredi 10 h-12h, salle 113 K

L'enfance n'est pas une vérité éternelle, n'existe pas hors histoire. Ce qu'on appelle le féminin et le masculin non plus.

On étudiera la représentation des petites filles, de l'enfance, de la féminité, son sens et son évolution dans la littérature des XIX^e et XX^e siècles. Le travail s'appuiera principalement sur des romans français (Balzac, Sand, Hugo, Zola, Colette) et de langue anglaise (Hawthorne, James, Nabokov) ; sur des textes autobiographiques de femmes écrivains du XX^e siècle (Beauvoir, Duras, Sarraute, Ernaux). Il pourra également porter sur d'autres genres (conte, poésie, théâtre), sur des formes non littéraires de représentation (cinéma, publicité), sur l'étude de discours d'historiens, d'éducateurs, de politiques).

L'approche est littéraire, faisant appel à des notions linguistiques et à des connaissances historiques.

Validation (assiduité obligatoire) : une note de travaux écrits, et une note d'oral.

UV I8126***Discours médicaux, contrôle social des corps et rapports aux modèles***

Christine DURIF

Jeudi 10 h-12 h, salle 216 K

Approche psycho-sociologique et anthropologique.

Nous aborderons les modalités contemporaines du contrôle social (stratégies, diffusion, finalités) essentiellement par le biais du discours médical, en pointant plus particulièrement quelques aspects :

- des mécanismes du pouvoir médical et des savoirs scientifiques, ainsi que l'idéologie qu'ils véhiculent vis-à-vis du corps, de la santé, de la sexualité des femmes ;
- des relations souvent complexes qui s'établissent entre ce qui est défini, formulé et imposé socialement, et les réactions individuelles, des femmes principalement, au modèle légitime (formes et degrés de résistance, d'adhésion ou de soumission).

Nous prendrons plus particulièrement comme domaines d'analyses les discours sur la diététique, les formes du corps, la reproduction (maternité, contraception, avortement), et travaillerons plus précisément sur les notions de normes et modèles, ainsi que sur la question de l'articulation entre représentations sociales et individuelles.

Validation : dossier avec soutenance orale en fin d'année.

UV I8127***Ecriture et représentation de la différence des sexes***

Merete STISTRUP JENSEN

Mardi 12 h-14 h, salle 305 K

L'écriture comme ses alentours – critique littéraire (extraits de presse), commentaires, entretiens et réflexions des écrivains sur leur travail de création – forment des matériaux propices à l'étude des représentations de la différence des sexes.

Dans un premier temps, on situera la problématique (thèmes, genres, questions esthétiques) dans la perspective de l'histoire littéraire à travers quelques ouvrages-clés. Quel aurait été le parcours de vie de la sœur imaginaire de Shakespeare ? Virginia Woolf donne sa réponse dans *Une chambre à soi*. Ou bien Simone de Beauvoir retrace

dans Le deuxième sexe les stéréotypes des personnages féminins dans la littérature dite masculine.

Dans un deuxième temps, un ensemble de textes littéraires du XX^e siècle sera étudié, notamment des textes récents. Le dialogue romanesque sera l'objet d'un intérêt particulier, tant par rapport à la répartition traditionnelle des rôles sexuels dans la conversation que par leur mise en question, par exemple dans certains textes récents (temps de parole, interruptions, stratégies compétitives et coopératives). On abordera de façon secondaire la réception, les entretiens, des fragments de journaux/lettres concernant les œuvres.

Validation : dossier avec soutenance orale en fin d'année.

UV 18128

Femmes d'Europe

Michèle BACOT-DECRIAUD

Mardi 13 h-15 h, salle 214 K

Le traité instituant la Communauté Economique Européenne a établi le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'insertion de chacun des pays membres dans une communauté qui n'est plus seulement historique et géographique mais qui forme une entité économique, politique et culturelle dotée d'institutions propres, se traduit par une plus grande ouverture aux idées de liberté et d'égalité. Les changements survenus dans la situation des femmes s'inscrivent dans ce mouvement : les défis que pose à l'Europe communautaire le grand marché européen, permettant une libre circulation des personnes, les bouleversements de l'Europe de l'Est et du Centre, le réseau de relations qui peut se nouer au-dessus des frontières concernent les femmes d'Europe et l'évolution de leur situation, de leurs droits, de leur statut social et politique.

Les femmes d'Europe seront appréhendées en tant que femmes mais aussi en tant qu'Européennes, dans leurs attitudes, leur participation à la vie sociale et politique et dans leurs droits, dont les nouveaux droits conférés par la politique communautaire d'égalité de traitement et d'égalité des chances.

Validation : en cours d'année, travaux écrits et/ou oraux ; en fin d'année, contrôle écrit.

UV 18129***L'activité des femmes : approche socio-historique***

Lundi 15 h -17 h, salle 214 K

Cette UV se déroulera selon une double approche :

- 1^{er} semestre : approche historique, assurée par Bernadette ANGLERAUD.
- 2^e semestre : approche sociologique, assurée par Françoise BLOCH.

Approche historique : A travers quelques temps forts (les débuts de la Révolution industrielle, la fin du XIX^e marqué par l'hygiénisme, la Grande guerre, la crise des années trente), par l'étude critique de textes et statistiques, nous présenterons les notions essentielles à la compréhension de l'activité féminine (sphère et cycle d'activité, division sexuelle du travail, législation sociale spécifique, tertiarisation de l'emploi, etc.) et insisterons sur ses déterminants, tant idéologiques et sociaux, qu'économiques.

Approche sociologique : Nous traiterons de quelques caractéristiques générales de l'activité professionnelle des femmes (extension du salariat, développement du temps partiel, continuité /discontinuité des trajectoires professionnelles) ; nous présenterons les relations habituellement considérées comme pertinentes entre le taux d'activité des femmes, leur niveau de formation, leur situation matrimoniale et ce qui différencie hommes et femmes à ce sujet.

Validation : examen écrit pour chaque semestre : commentaire de document (moyenne des deux notes).

UV DE DEUXIÈME ANNÉE**UV 28127*****Sexualité et sexuation***

Brigitte LHOMOND (Sociologie) / Patricia MERCADER (Psychologie)
Mardi 16 h-18 h, salle 314 K

La sexualité (comme catégorie conceptuelle et comme ensemble de pratiques) et la différenciation entre homme et femme s'articulent aussi bien dans les pratiques et les discours sociaux que dans le parcours singulier des sujets humains.

Les pratiques sociales qu'on regroupe sous le nom de sexualité sont déterminées par les rapports de pouvoir des hommes sur les femmes, considérés en tant que classes. Sexualité et sexuation sont aussi, pour chacun-e, des éléments essentiels de la dynamique subjective. La psychanalyse théorise de façon dissymétrique le développement psycho-sexuel des hommes et des femmes.

Ces deux axes d'analyse, sociologique et psychanalytique, seront développés dans l'enseignement.

Validation : dossier avec soutenance orale en fin d'année.

UV 28128

Les premières femmes psychanalystes et Freud

Annik HOUEL (Psychologie)

Jeu-di 17 h-19 h, salle 305 K

Approche d'ordre littéraire et psychanalytique.

A partir des écrits et des biographies de Lou Andréas Salomé, Helen Deutsch, Karen Horney, Marie Bonaparte, Mélanie Klein, Anna Freud, on verra les enjeux théoriques que ces femmes psychanalystes contemporaines de Freud ont soulevés dans leurs écrits sur la sexualité féminine entre autres. Le rapport mère-fille en sera pris comme un point particulier, qu'on illustrera par des textes de romancières contemporaines.

Validation : une note de TD (sur 10) sur la base d'un exposé oral en cours. Cet exposé aura pour objet l'élaboration du mémoire écrit final, noté également sur 10 (soutenance orale du mémoire).

LICENCE DE PSYCHOLOGIE,
OPTION PSYCHOLOGIE SOCIALE (2^e SEMESTRE)

UV 38 124

1. COURS MAGISTRAL : *Hommes et femmes dans le monde du travail*

Annik HOUEL

On ne peut comprendre les inégalités des niveaux de qualification et de salaires entre les hommes et les femmes qu'en termes de

ce qu'on appelle maintenant les rapports sociaux de sexe. C'est la division sexuelle du travail, entre les sphères du privé et du public, telle qu'elle est organisée traditionnellement dans notre société industrielle, qui explique les poids respectifs des charges éducatives au sein de la famille et donc des cycles d'activités des hommes et des femmes. Conséquences directes mais indirectes aussi, par exemple sur l'imaginaire sexué dans le monde du travail : qu'en est-il des représentations de la féminité et de la masculinité, qu'en est-il des enjeux de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein de l'entreprise ?

Après un bref historique, ces deux aspects seront traités d'un point de vue psycho-sociologique.

2. TRAVAUX DIRIGÉS : THÈME 4. LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE :

Les difficultés d'insertion et leur prise en compte

Patricia MERCADER

Ce T.D. concerne des étudiants en stage dans des organismes ou institutions du travail social, se consacrant, soit aux adolescent-e-s en difficulté (délinquance, toxicomanie, maternité précoce, etc.), soit aux adultes en rupture d'insertion (R.M.I., Centres d'accueil de femmes battues, etc.) :

Le travail portera très largement sur les problématiques subjectives des personnes, sur la dynamique institutionnelle et les tensions de toutes sortes que subissent ces organismes, sur les discours tenus et les actions entreprises.

Une attention spécifique sera consacrée à la façon dont les positions sociales différentes des hommes et des femmes (par rapport au travail, à la famille, etc.) induisent des situations de réinsertion et des actions sociales différentes. Nous verrons aussi comment cette question des rapports sociaux de sexe est prise en compte.

Discours et pratiques médicales autour de la santé : la question de la féminité

C. DURIF-BRUCKER

En partant de l'analyse des discours médicaux (prescriptions de soins, discours vulgarisés ou sollicitations préventives), et des pra-

tiques observées dans les institutions de la santé, nous travaillerons sur les conceptions du corps et de la santé dans notre modernité.

Plus particulièrement, nous nous préoccupons de savoir selon quelles finalités et quelles modalités se construisent dans notre société les représentations concernant l'alimentation d'une part, la procréation d'autre part.

Nous proposons de mettre en évidence comment ces modèles « incorporés » sont constitutifs de la féminité et révélateurs des rapports femmes/médecins.

A NOTER :

Le 8 mars, conférence de Colette GUILLAUMIN :

Racisme, sexisme, pouvoir et idéologies

18 h 30-20 h 30

à la MRASH – 14, avenue Berthelot 69007 LYON

U.R.A. 223 CNRS

**Centre Pierre L on d Histoire Economique et Sociale — Universit
Lumi re Lyon 2**

S MINAIRE D HISTOIRE DES FEMMES

Françoise THEBAUD

Le Séminaire d'Histoire des femmes voudrait cette année être pluri-thématique, tout en poursuivant la réflexion engagée depuis deux ans sur :

Femmes, guerres et régimes autoritaires

PROGRAMME DU 1^{er} TRIMESTRE 1995-1996

Les femmes dans la Résistance : quelle approche ?

Laurent DOUZOU, Université Lumière-Lyon 2, Centre Pierre Léon.
Mercredi 25 octobre 1995, 14 h-16 h 30.

La prostitution à Shangai avant 1949

Christian HENRIOT, Institut d'Asie Orientale.
Mercredi 22 novembre 1995, 14 h-16 h 30

Pouvoir de l'écriture et histoire des femmes XIX^e-XX^e siècles (scolarisation, alphabétisation, écriture épistolaire et édition...)

Cécile DAUPHIN, EHESS Centre de recherche historique.

Mercredi 24 janvier 1996, 14 h-16 h 30

Les séances ont lieu à la MAISON RHÔNE-ALPES DES SCIENCES DE L'HOMME 14, avenue Berthelot, 69007 LYON, (salle n° 4, rez-de-chaussée).

Université Toulouse-Le Mirail

SOUS LA RESPONSABILITE DE L'ÉQUIPE SIMONE

NIVEAU D.E.U.G.

SOC 101a

Introduction aux théories sociologiques

Responsable : Anne LOVELL

Le lundi de 17 h 30 à 19 h 30, s. Amphi 3.

Au deuxième trimestre, trois cours de ce module seront consacrés à l'analyse des rapports sociaux de sexe.

ECO 214

Structures familiales et système économique

Responsable : Jacqueline MARTIN

Le mardi de 15 h 30 à 17 h 30, s. 667 Dépt. d'Economie (ex IUT).

Etude des relations entre les structures économiques et les structures familiales aux XIX^e et XX^e siècles.

HIS 234

Femmes, Histoire, Sociétés, Culture I

Responsable : Djamila AMRANE

Le jeudi de 10 h 30 à 12 h 30, s. AR22, Arche.

Histoire du féminisme du XIX^e et XX^e siècles.

SOC 202c***Démographie***

Responsables : M.-France SALLES, Michèle LALANNE

Voir panneaux d'affichage UFR de Sociologie.

Analyses statistiques de la population féminine (natalité, mortalité, taux d'activité professionnelle, immigration, etc.).

NIVEAU LICENCE

ANG 303***Civilisation et linguistique***

Responsables : Lee AUDHUY et John MOORE

Le lundi et le vendredi de 10 h 30 à 12 h 30.

Le premier semestre de cette U.V. est consacré à l'étude de l'histoire des femmes aux USA depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Le second : aux groupes ethniques en Grande-Bretagne de nos jours.

HIS 301 C3***Femmes, Histoire, Sociétés, Culture II***

Responsable : Djamila AMRANE

Le mardi de 8 h 30 à 10 h 30, s. 229, UFR d'Histoire.

Histoire des femmes - citoyenneté et démocratie.

SOC 303***Option sociologie des rapports sociaux de sexe***

Responsables : Nicky LE FEUVRE et Daniel WELZER-LANG

Le mercredi de 10 h 30 à 12 h 30, s. 627 UFR Sociologie.

Théories et analyses théoriques et empiriques des rapports sociaux de sexe dans divers champs du social (travail, famille, école, santé, etc.).

NIVEAU MAITRISE

AN 4414***L'écriture féminine de la confession à la création littéraire. XIX^e - XX^e siècles***

Responsables : Mme CHARTIER, M. HOLDT, Mme JONDOT.

Le mardi de 12 h 30 à 14 h 30, s. 1075 UFR d'Anglais.

Séminaire en anglais, auteures étudiées : Virginia Woolf, Anais Nin, Katherine Mansfield.

SO 4000

SÉMINAIRE

« ***Familles, emplois, sexualités et genre*** »

Le mardi de 10 h 30 à 12 h 30, s. 628, UFR de Sociologie, du 7 novembre 1995 au 26 mars 1996.

Approches sociologiques des catégories de sexe et de l'articulation production/reproduction (travail - emploi - famille).

FE 4410

SÉMINAIRE INTERDISCIPLINAIRE DE MAÎTRISE

Femmes, Histoire, Sociétés, Culture III

Responsables : Djamila AMRANE & Equipe SIMONE.

Le mercredi de 17 h 30 à 19 h 30, s. 225 UFR d'Histoire.

Concepts, méthodes et problématiques de la recherche féministe.

Séminaires méthodologiques et théoriques, conférences avec intervenant-e-s extérieur-e-s et tutorat individuel. Soutenance d'un mémoire écrit.

Les étudiant-e-s inscrit-e-s en FE 4410 ont la possibilité de participer aux échanges ERASMUS organisés par l'équipe SIMONE au cours de leur année de maîtrise. Les séjours d'étude (d'une durée de 3 à 6 mois) ont lieu avec nos partenaires dans les établissements universitaires de Bradford (Royaume-Uni), Grenade (Espagne), Bergen (Norvège) et Helsinki (Finlande).

NIVEAU 3^e CYCLE

D.E.S.S.

Politiques sociales et rapports sociaux de sexe

Formation professionnelle, d'une durée de 12 mois, qui s'articule autour de 4 modules thématiques :

1. Politiques sociales et rapports sociaux de sexe
2. Insertion, travail, emploi
3. Individuation et socialisation
4. Espaces, habitat, logement.

Ce D.E.S.S. comporte un stage pratique d'une durée de 3 mois dans le domaine de l'action sociale.

D.E.A.

Histoire ou Sociologie

Les étudiant-e-s qui envisagent de préparer une thèse de Sociologie ou d'Histoire peuvent s'inscrire en D.E.A. auprès de certains membres de l'équipe SIMONE.

Pour l'année universitaire 1995-1996, l'équipe participe à l'organisation d'un séminaire transversal de l'Institut d'Etudes Doctorales sur le thème : **Le genre : de la catégorisation des sexes.**

(Pour les dates et lieux des conférences, voir la rubrique : rencontres-séminaires-conférences).

Contact : CENTRE DE DOCUMENTATION SIMONE (Maison de la Recherche, bureau A 414, 4^e étage) Tél. 61.50.43.94. (14 h à 17 h, du lundi au vendredi).

Université Paris VIII-Vincennes *à Saint-Denis*

C.E.F.
(CENTRE D'ETUDES FÉMININES)

PROGRAMME DU 1^{er} SEMESTRE

Responsable pédagogique du Centre : Hélène CIXOUS.

DEUG

De la République à la République, de 1792 à 1875

Michèle RIOT-SARCEY

Lundi 11 h 30-14 h.

Histoire politique sociale et culturelle de la France au XIX^e siècle.

DEUG

Apprentissages de l'expression écrite

Michèle RIOT-SARCEY

Lundi 16 h 30-19 h.

Série de travaux, notamment dissertations et explications de textes.

LICENCE

Relations de pouvoir et rapports sociaux de sexe

Josette TRAT

Mardi 16 h 30-19 h.

Dans quels domaines s'exercent les rapports de pouvoir entre les sexes ? Peut-on parler de système de domination ? Quels sont les enjeux de ces rapports de pouvoir ? etc. Pour répondre à ces questions, nous solliciterons de nombreux sociologues et anthropologues, notamment : Pierre Bourdieu, Maurice Godelier, Nicole-Claude Mathieu.

LICENCE-MA^oTRISE

Histoire sociale des idées politiques : la domination de sexe dans la pensée politique moderne de Hobbes à Tocqueville, de la Révolution anglaise du XVII^e siècle à la Révolution française de 1848

Michèle RIOT-SARCEY et Eleni VARIKAS

Mercredi 11 h 30-14 h.

Une analyse de la production de ces idées et l'histoire des concepts fondateurs de notre démocratie. Une analyse des rapports sociaux qui sont constitutifs de la légitimation du pouvoir dont nous sommes les héritiers et les héritières.

DEUG-LICENCE

Travail et différence des sexes au XIX^e siècle

Yannick RIPA

Jeudi 11 h 30-14 h.

A travers les modifications que la révolution industrielle apporte au monde du travail, étude des nouveaux rapports de sexes qui s'établissent.

DEUG-LICENCE

Les années 20 (Amérique-Russie soviétique)

Judith STORA

Jeudi 14 h-16 h 30.

...On trouve des rapprochements inattendus...

MA^oTRISE

Historiographie [...] méthodes en histoire des femmes

Yannick RIPA

Mercredi 11 h 30-14 h.

UV se proposant d'initier à la recherche en histoire des femmes.

MA^oTRISE

Pour une érotique du texte

Claire JOUBERT

Mercredi 16 h 30-19 h.

S MINAIRE

Femme, Etat, Nation

Laura FRADER

Jeudi 16 h 30-19 h.

COURS TH ORIQUE

Narratologie et lectures de la différence sexuelle

Mireille CALLE-GRUBER

Vendredi 9 h 30-11 h 30.

LICENCE — MA^oTRISE — DEA

Épitémologie et éthique indienne

Rada IVEKOVIC

Vendredi 11 h 30-14 h.

S MINAIRE

Roman et histoire

Mireille CALLE-GRUBER

Vendredi 12 h-14 h 30.

S MINAIRE

Essais de zèles

Hélène CIXOUS

Collège International de Philosophie. Samedi 9 h 30-15 h 30.

S MINAIRE

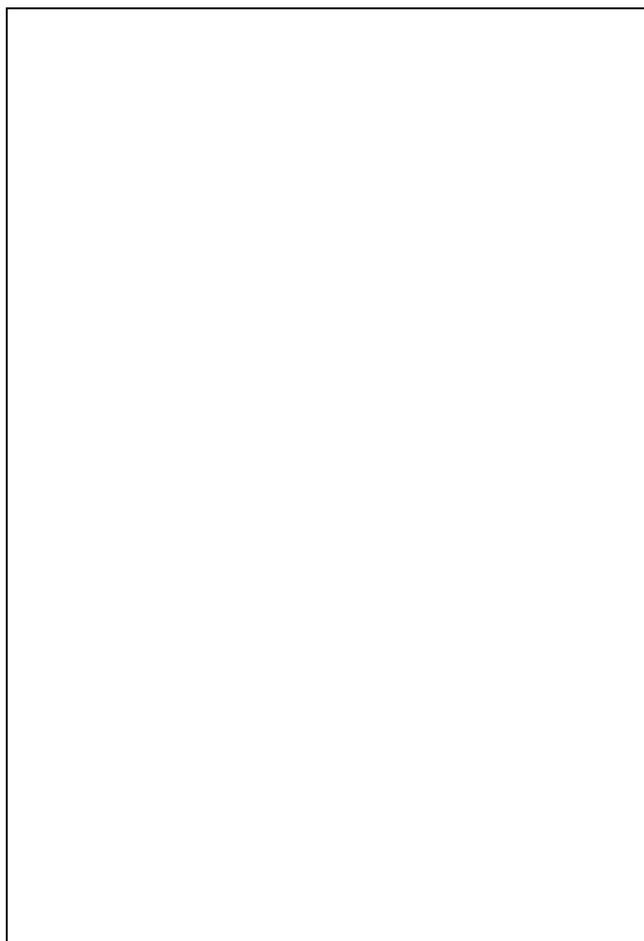
Qu'est-ce qu'un mouvement de femmes ?

Françoise DUROUX

Samedi 11 h 30-14 h.

Contact : SECRÉTARIAT D'ETUDES FÉMININES, salle H 327, tél.
(1) 49 40 68 13

Photo Nicole DÉCURÉ



Jussieu, Paris,
juin 1995.



SÉMINAIRE INTERDISCIPLINAIRE DE MAÎTRISE/DEA (FE 4410)

Femmes, Histoire, Sociétés, Culture

Responsables : Djamila AMRANE et Équipe SIMONE.

Le mercredi de 17 h 30 - 19 h 30 | annexe de l'Université, 56 rue du Taur - Toulouse.

- ▲ Syndicalisme et genre
Michèle ZANCARINI, Historienne
17 janvier 1996
- ▲ Les contradictions des politiques d'égalité des chances
Eliane VOGEL-POLSKY, Politologue
14 février 1996
- ▲ Pères, patriarcat, paternité
Yvonne KNIBIEHLER, Historienne
21 février 1996
- ▲ Le trousseau de la mariée : l'identité féminine dans les sociétés traditionnelles européennes
Agnès FINE, Historienne
20 mars 1996
- ▲ Les femmes et les guerres en France au XX^e siècle
Françoise THÉBAUD, Historienne
10 avril 1996

SÉMINAIRE TRANSVERSAL DE L'INSTITUT D'ÉTUDES DOCTORALES DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE-LE MIRAIL

Le genre : de la catégorisation du sexe

Equipe SIMONE

Le vendredi de 14 h 17 h 30, salle AR 22, Arche, Université Toulouse-Le Mirail.

▲ Catégories de sexe et prohibition de l'inceste

Françoise HÉRITIER, Anthropologue

26 janvier 1996

▲ Le concept de troisième sexe social, comme outil théorique et méthodologique pour l'étude des catégories sociales de sexe et les rapports sociaux de sexe

Bernard SALADIN D'ANGLURE, Anthropologue

16 février 1996

▲ Françoise COLLIN, Philosophe

22 mars 1996 (Titre à confirmer).

Universités : Appel à concertation

Comme vous l'avez lu dans les comptes rendus des différents CA à la rubrique « Commission Universités », nous avons relancé la campagne auprès du ministère de l'Enseignement pour obtenir soit des moyens, soit des postes, voire les deux suivant les universités. Les dossiers sont partis en juillet et un rendez-vous est prévu courant novembre.

Il semble nécessaire, pour que les demandes se fassent de façon concertée, de se rencontrer comme nous avons pu le faire en septembre 1993 lors de notre Table Ronde à Paris, rue de Vaugirard. Il s'agirait de faire une journée de réflexion sur l'état des lieux, un bilan de nos expériences en matière d'enseignement et de postes, en études féministes ou autres, et d'actualiser le dossier de nos ressources, c'est-à-dire de toutes celles qui espèrent et peuvent prétendre à de tels postes.

N'hésitez pas à me téléphoner (78 37 19 52) ou à m'écrire (38, rue de Brest 69002 Lyon) pour en discuter ou m'envoyer des noms ou des dossiers de « candidates ».

La date de cette journée est fixée au 17 février 1996, 9 h 30 – 46, rue de Vaugirard.

Annik HOUEL, Commission Universités.

Mères et filles

Journée d'étude de l'équipe RESONANCES

Le samedi 16 mars 1996, Université Paris VIII.

Les rapports entre mères et filles, les mythologies les concernant, la métaphore maternelle, les conséquences des nouvelles technologies, les nouveaux comportements parentaux dans la réalité et/ou dans les arts.

Quand les lesbiennes se font du cinéma. 7^e festival

Association CINEFABLE. 37, av. Pasteur 93100 Montreuil – tél. / fax (1) 48.70.77.11

26-30 octobre 1995 | Espace culturel A.-Malraux — Le Kremlin-Bic tre.

Projections de films provenant de tous les pays, pour la plupart inédits, courts et longs métrages, fictions, documentaires, animations, infographies, vidéo-art, cinéma expérimental, etc. Organisation du prix des spectatrices, espace débats, exposition de plasticiennes lesbiennes, annonce du prix du concours de scénarios, remise du prix Lesbia Magazine.

EXPOSITION

*« Les filiations inattendues
du collage, de la couleur et de la création »*

George SAND, Jeanne COPPEL, Ida KARSKAYA, Charlotte CALMIS
Du 20 octobre au 31 décembre 1995 : du mardi au vendredi 14 h-18 h / samedi et dimanche 14 h-19 h au Musée de Chateauroux (H tel Bertrand).



Colloques

A venir

LE GENRE DES DROITS

▲ *Pouvoir, femmes et citoyenneté*

Colloque européen

Athènes, 9-10 février 1996

Organisé par le Centre des Etudes et des Recherches sur les Questions des Femmes DIOTIMA avec le concours de l'Unité d'Égalité des Chances de l'Union Européenne.

Contact : DIOTIMA, Centre d'Etudes et de Recherches sur les Femmes, Kekropos 2, 105 58 Plaka, tél. 1/32.44.380 Fax 1/32.27.706

▲ *Women are conquering the business world ?!*

Congress and fair

Bremen, 27-31 March 1996

STEPS : Simply Transforming European Professional Standards.

Contact : Claudia TIEDE – Bischofsnadel 1-2, D-28195 Bremen – tél. (49.421).363.050 or 18 – fax : (49.421) 321.485.

▲ *6th International disciplinary congress on women*

The University of Adelaide – Research Center for Women's Studies

Adelaide/Australia, 22-26 April 1996

Contact : Festival City Conventions – P.O. Box 986 – Kent Town – South Australia 5071 – tél. 61-8.363.1307 – fax : 61-8.363.1604.

▲ ***La recherche féministe dans la francophonie. Etat de la situation et pistes de collaboration***

Colloque international

Qu bec, 24-28 septembre 1996 — Universit Laval

Chaire d'étude sur la condition des femmes

Contact : Chaire d'étude sur la condition des femmes Edifice Jean-Durand, bureau 3200 – 2336, chemin Sainte-Foy Québec (QC) G11K 7P4 – tél. (418).656-2922 – fax : (418).656-3266.

Récents

▲ ***Démographie et politique***

Colloque international

Amsterdam, 9-10 octobre 1995

Contact : Laboratoire de démographie historique – 54, bd. Raspail 75007 Paris – tél. (1).45.54.25.56 – fax : (1).49.54.26.83.

▲ ***Les femmes et la politique***

Colloque organisé dans le cadre du 11^e festival d'Histoire de France de Guyancourt

Coll ge universitaire Vauban, 30 novembre 1995

Contact : Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines – tél. 30.48.33.33.

▲ ***Femmes et sciences***

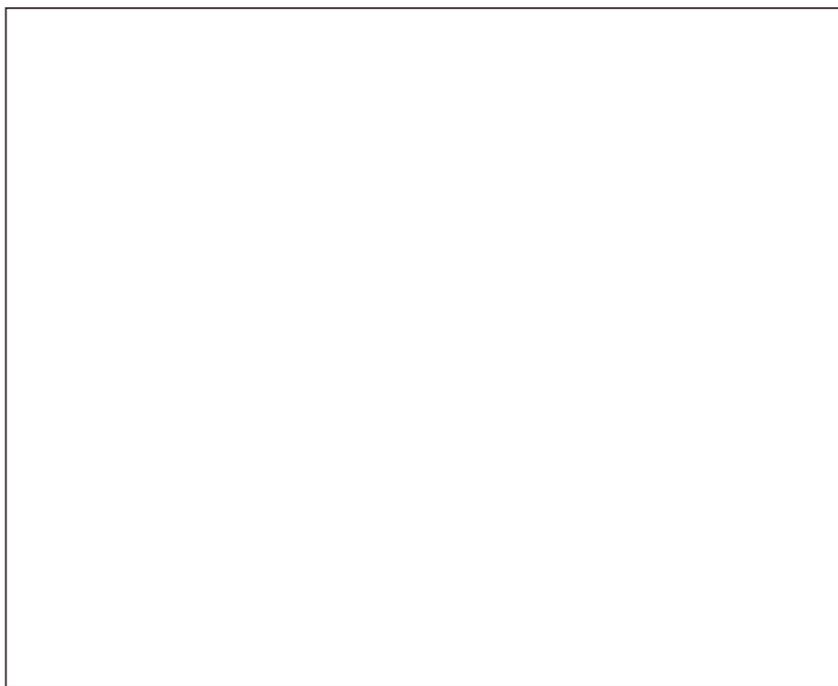
Semaine européenne de la culture scientifique et technologique : « Le rôle des femmes dans la science européenne »

Paris, Palais de l Unesco, 23 novembre 1995

Contact : ASTS – 19, place de l'Argonne 75019 Paris – tél. (1) 44.89.82.82 – fax : (1) 40.35.27.73.

Appel à contributions

Photo Nicole DÉCURE



Paris, juin 1995.

APPEL À PARTICIPATION ET À COMMUNICATIONS

« L'Invention de la Société »,

Lisbonne, juin 1996, XV^e Congrès mondial de l'AISLF

Groupe de Travail « Sociologie des rapports sociaux entre les sexes »
Responsables : Monique Haicault, LEST/CNRS, Aix-en-provence –
Nicky Le Feuvre, CERTOP/CNRS, Université Toulouse II – Annie Rieu,
CERTOP/CNRS, Université Toulouse II

Les trois thèmes proposés sont :

- ▲ ***Femmes et hommes entre espace public et espace privé.***
- ▲ ***Développement, environnement, citoyenneté.***
- ▲ ***Renouvellement des concepts et de la méthode.***

Contact/propositions de communication (titre + résumé) sont à adresser **avant le 31 janvier 1996** à :

Nicky Le Feuvre et Annie Rieu, CERTOP/CNRS, Maison de la Recherche, Université de Toulouse II, 31058 Toulouse cedex, France
– Fax : (33) 61 50 49 63

ou à Monique Haicault, LEST/CNRS, 34 avenue Jules-Ferry, 13626 Aix-en-Provence cedex, France – Fax : (33) 42 26 79 37

Marie Le Franc (1879-1965)

Ecrivaine située déjà à cette autre époque au croisement des cultures : québécoise, canadienne, bretonne, française.

Pour l'éclairer sous un jour nouveau, un volume d'articles inédits lui sera consacré.

Propositions (titre+résumé) sont à adresser **avant le 15 d cembre 1995** à :

Lucie LEQUIN et Maïr VERTHUY – Département d'études françaises – Université Concordia, 1455 ouest bd. de Maisonneuve – Montréal QC H4A 3M5

Amy Munthe-Kaas

Membre de l'UNFPA (United Nations Population Fund)
EAST and SOUTH EAST ASIAN BRANCH, ASIA and the PACIFIC
DIVISION

Recherche des chercheuses féministes ayant l'expérience des pays en voie de développement pour des missions d'études et de recherches concernant les femmes.

Contact : Irène FOYENTIN (au bulletin).



Happy Birthday to WISE !

R UNION DU STEERING GROUP DE WOMEN S INTERNATIONAL STUDIES EUROPE (WISE), DU 4 AU 5 NOVEMBRE 1995

Pays représentés : l'Italie, la France, la Pologne, l'Allemagne, la Finlande (représentante des pays nordiques), le Danemark, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas

Excusés : l'Espagne, l'ex-Yougoslavie, l'Irlande, la Belgique.

Dans cette réunion, la dernière avant la refonte de la structure de WISE (expliquée ci-dessous), nous avons tenu à faire le bilan des cinq premières années de l'existence de l'organisation.

Contrairement à d'autres réunions récentes, un tour de table révèle un ton plutôt optimiste. WISE "roule bien". Nous avons quelque 600 membres. Notre bulletin a paru régulièrement trois à quatre fois par an. Le secrétariat répond à quelque 400 demandes d'information par an.

Nous avons publié un guide (très apprécié) des études féministes en Europe, distribué gratuitement aux adhérentes et des brochures pour trois des "divisions" thématiques avec des curriculum des membres. D'autres publications sont en cours de réalisation. Nous avons participé à la création de la revue *European Journal of Women's Studies*, publiée depuis deux ans chez Sage, que nous proposons à nos adhérentes avec 40 % de réduction.

WISE fait régulièrement avec succès du lobbying au niveau des pays et auprès des organismes européens, activité souvent invisible aux adhérentes, mais cruciale. Par exemple, nous avons travaillé pour que les études féministes soient mentionnées dans le document adopté par les Nations Unies à Pékin. Nous avons joué un rôle important dans le rétablissement de la mention sur les études féministes dans le 4^e Plan d'action pour l'égalité des droits de l'Union Européenne, et nous agissons actuellement pour qu'il y ait une section sur les études féministes dans le 5^e Plan de la recherche. Il s'agit de déclarations de principe, mais aussi de possibilités de financements.

WISE a tenu quelques colloques de recherche (« Travelling through European Feminism : Cultural and Political Practices », Paris, octobre 1993 ; et « Imaginary S/Objects : Women's Studies in Comparative Literature », Florence, 26-28 octobre 1995). WISE a organisé des sessions de bilan des études féministes en Europe : à la 5^e Conférence internationale interdisciplinaire sur les femmes, Costa Rica, février 1993 ; à la conférence « Action for Women in a Changing World : The ECE Perspective », au Forum des ONG de la région Europe-Amérique du Nord ; et à la 4^e Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies, Huairou, septembre 1995.

Enfin, nous sommes actuellement en train de fonder, avec une représentante de l'association américaine, une organisation internationale d'études féministes.

Le ton optimiste vient aussi de quelques bonnes nouvelles. Au niveau des pays membres, il semble y avoir un regain d'activités en études féministes. La représentante allemande nous fait part de la création d'une association de femmes universitaires, dont la présidente est membre de WISE, et qui a d'ores et déjà des membres dans 56 villes. La représentante anglaise nous explique que les études féministes sont une des disciplines qui se développent le mieux en ce moment chez elle. Il y a maintenant six professeurs (rang A) en Grande-Bretagne et on peut faire des spécialisations à tous les niveaux du cursus. Les nordiques ont maintenant une association d'études féministes ainsi qu'un tout nouvel institut à Oslo créé par le Conseil

des ministres des cinq pays⁽¹⁾. La directrice de celui-ci est maintenant dans notre steering group

Il y a eu des progrès même dans certains pays où WISE se développe difficilement. C'était précisément pour cela que nous avons décidé de nous réunir en Italie, où l'absence d'association nationale rendait difficile la tâche de notre représentante. Nous avons combiné cette réunion avec une conférence, co-organisée par WISE. De nombreuses chercheuses ont adhéré lors de cette conférence et une deuxième association professionnelle disciplinaire s'est rajoutée à l'association existante des historiennes, destinée aux femmes de lettres.

Mais la nouvelle la plus importante, après plusieurs années d'incertitude sur l'avenir de l'organisation, est l'obtention d'une subvention venant du ministère de l'Éducation néerlandais : plus de 500 000 F par an garantis pour 5 ans ! Et, si l'Union Européenne débloque une petite somme, un autre ministère néerlandais va compléter cette subvention. L'argent est destiné au développement d'un « centre d'expertise » en études féministes dans lequel se trouve WISE, la revue européenne et l'association néerlandaise d'études féministes. De très nombreux projets sont prévus dans le cadre de ce centre d'expertise (voir ci-dessous). Cependant, notre budget est en très grande partie consommé par les salaires et les frais de fonctionnement du secrétariat. A l'inverse, la recherche de fonds occupe une partie importante du temps des permanentes. De plus, il est peu probable que les Néerlandais vont payer indéfiniment pour l'ensemble de l'Europe. WISE doit obtenir un statut permanent et un financement européen.

Une grande lacune notée par des membres de WISE en France et dans plusieurs autres pays est qu'il y a peu d'activité scientifique. Les divisions thématiques, à quelques exceptions près, n'ont pas fonc-

(1) Nordic Institute for Women's Studies and Gender Research – University of Oslo – P.O.Box 1156 Blindern; 0317 OSLO – NORVÈGE – Email: nordisk@sfk.uio.no. — Nordic Association for Women and Gender Studies – Att. Gerd Bjorhovde – Institutt for sprak og litteratur; N-9037, TROMSO – NORVÈGE – Email: gerdb@mack.uit.no.

tionné. Certes, la division « Culture et communication » a co-organisé deux conférences qui donneront lieu à des publications. D'autres divisions ont eu des activités locales. Mais seule la division « Études lesbiennes » fonctionne réellement. Ce groupe a déjà créé une liste de discussion sur courrier électronique, (**WISE Lesbian Division** = **WILD-L**⁽¹⁾), cherche actuellement à organiser une université d'été dans un village toscan, et projette la publication de *Wild Ladies Almanach*, un annuaire sur les études lesbiennes en Europe. Pour les autres divisions, nous nous sommes mises d'accord sur un plan d'action pour les raviver si possible et, si non, les éliminer.

Pour offrir d'autres possibilités d'échanges scientifiques, nous avons décidé de créer dans un premier temps, une liste de discussion générale sur les études féministes en Europe : WISE-L verra bientôt le jour. Dans l'année, nous allons également créer un site Internet sur le World Wide Web avec toutes sortes d'informations et lieux d'échanges. Nous allons diffuser un annuaire de nos membres avec un index par mots clefs. D'autres activités ont également été décidées ; notamment, WISE va produire une deuxième édition du guide sur les études féministes en Europe et un annuaire des sources de financements. Nous allons également proposer une rubrique régulière dans la revue européenne (*WISE Women's Words of Wisdom* ?).

Les membres de WISE ont récemment voté par correspondance pour la restructuration de l'organisation. Étant donné l'ouverture de WISE à l'ensemble de l'Europe, il n'était plus possible de réunir des représentantes de tous les pays aussi souvent. Il a été décidé de former un comité exécutif, élues par le conseil, avec neuf membres venant de six régions. (Le conseil reste inchangé ; il est constitué de représentantes de chaque pays et de chaque division, et se réunit tous les deux ans, avec la possibilité de voter par correspondance.) Un certain nombre de tâches ont également été identifiées, et chaque membre de l'exécutif doit être responsable de la coordination d'une

(1) Contactez : Liana BORGHI – Borgo Pinti, 33; I-50120 FIRENZE ITALIE – email: liborg@cesit1.unifi.it ou Claudia KOLTZENBURG, Walbenstr. 32; D-72127 WANKHEIM – ALLEMAGNE. Les deux parlent français.

ou deux de ces tâches. En attendant la prochaine réunion du conseil, nous avons essayé de nous conformer dès maintenant à cette structure. La liste des postes et les responsables sera publiée dans le bulletin de WISE.

La prochaine réunion du conseil de WISE aura lieu en novembre 1996 en Irlande, lors de la conférence sur le programme européen Socrate. Nous élirons à cette occasion le nouveau comité exécutif. La prochaine assemblée générale doit se tenir à la conférence européenne (la suite d'Aalborg et Graz) prévue à Coimbra (Portugal) en 1997.

Judith EZEKIEL,
représentante au steering group de WISE pour l'ANEF.

WISE / European Journal of Women's Studies

Dorénavant, quand vous adhérez à Women's International Studies Europe (WISE) vous recevrez, en plus du bulletin d'information trimestriel, la revue européenne d'études féministes trimestrielle, le European Journal of Women's Studies.* Cette revue interdisciplinaire, publiée chez Sage depuis 1993, est en langue anglaise avec des résumés en français et en allemand.

WISE est une association, fondée en 1990, qui vise à promouvoir les enseignements, recherches et publications féministes en Europe. Elle propose de favoriser les échanges entre membres de l'association, d'élaborer des programmes conjoints d'enseignement et de recherches et de défendre les intérêts des études féministes auprès des instances européennes. Au sein de l'association, les « divisions » thématiques permettent aux chercheuses de se regrouper en vue d'organiser des rencontres et réseaux d'échange. WISE collabore avec les associations existantes d'études féministes, dont l'Association Nationale d'Etudes Féministes (ANEF) pour la France.

* Pour celles (étudiantes, chômeuses...) qui souhaiteraient bénéficier d'un tarif réduit sans abonnement à la revue européenne, veuillez contacter le secrétariat international : WISE – Heidelberglaan 2, 3584 CS UTRECHT – PAYS-BAS – tél : 31-30-531881 – fax : 31-30-531619.

ADH SION/ABONNEMENT 1996

Individues £ 28 (± 210 FF) – Institutions £ 79 (± 590 FF)

Nom :

Adresse :

.....

Pays :

Tél..... Fax

Paiement

Carte bleue n°

Expire le

Signature : Date

Vous pouvez également payer par Eurochèque ou virement bancaire (à Sage Giro A/C No. 548 0353).

A renvoyer :
SAGE PUBLICATIONS, 6 BONHILL ST., LONDRES EC2A 4PU, UK

Logement-Liberté

Réseau de femmes solidaires, **LOGEMENT-LIBERTÉ** s'inscrit dans le militantisme féminin et a pour but de lutter pour l'émancipation économique, sociale, culturelle et juridique des femmes.

Contact/renseignements : LOGEMENT-LIBERTÉ – 4, rue Dezobry
93200 Saint-Denis – tél : (1) 42.62.83.00 – fax (1) 42.62.83.11

Centre de documentation
franco-japonais sur les femmes

Association privée fondée en 1983 au Japon.

RECHERCHES COLLECTIVES :

- groupe de recherche sur le Code du travail en France
- groupe de recherche sur la vie et les idées des femmes en France au XIX^e siècle
- groupe de recherche sur l'éducation des enfants
- groupe d'étude sur Le Deuxième Sexe à partir du texte français
- organisations de conférences, de débats et de rencontres

PUBLICATION

- Espace des Femmes (bulletin annuel) n° 1-10 : contenant des informations, des études et des essais sur les problèmes des femmes en France, au Japon et dans d'autres pays.

Contact : Sakoto NAKAJIMA, 3-29 Akamatsu-chô Chigasaki-shi, Kanagawa-ken, 253 JAPON.

Nordic institut
for women's studies and gender research

The Institute shall encourage and maintain Nordic collaboration within women's studies and gender research ; it will build upon and strengthen the activities of the Nordic coordinator for women's studies associated with the Abo Academy in Finland from 1991. The

Institute will coordinate and stimulate work within women's studies and gender research, equal opportunity perspectives as well as feminist research in the Nordic Countries by expanding and consolidating collaboration between researchers. The Institute will also strengthen Nordic collaboration in the field as a platform in further international collaboration.

Contact : Fride EEG-HENRIKSEN – CENTRE FOR WOMEN'S RESEARCH UNIVERSITY OF OSLO – P.O. Box 1156 – Blindern 0317 OSLO – tél. 47.22.85.89.43 – fax. 47.22.85.89.50

W.I.F.

Fondation Scientifique Internationale des Femmes

Diffuser, défendre et développer les conceptions et les droits des femmes dans les domaines de l'Histoire, des Sciences et dans tous les aspects de la vie socio-culturelle

Contact France : Dr Liliane CRIPS – Université Paris VII – 20 bis, bd Arago 75013 PARIS.

*Contact avec
des praticiens des Sciences sociales
travaillant sur la démocratisation des pays de l'Est*

Contact : Jacqueline FELDMAN (c/o Nicole DÉCURÉ, au Bulletin).



En français

Droits et cultures

▲ N° 29, 1995

Les femmes et la famille en Russie.

Contact : Centre Droit et Cultures, Université Paris X-Nanterre,
200 av. de la République, 92001 Nanterre Cedex.

Réseau femmes « Ruptures »

▲ N° 142, OCTOBRE 1995

- 4^e Conférence mondiale sur les femmes
- Déclaration de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail
- "Des régressions dramatiques", article de Marie-Victoire Louis, CNRS
- "Les femmes, une autre moitié du ciel", extrait de la lettre de Parité (sept.-oct.1995)
- La lettre de Grain de sel : rencontres
- A propos de la déclaration solennelle et "recommandations" de la plate-forme d'action
- Beijing Declaration

Contact : Monique DENTAL – tél. (1) 42.23.78.15 – fax : (1) 42.23.60.47

Cahiers du féminisme

▲ N° 73, ÉTÉ 1995

- Dossier : l'univers sportif
- Viril, forcément viril
- Féminin, masculin et pratique sportives
- La compétition ou la recherche de soi
- La Conférence mondiale de Pékin sur les femmes
- L'égalité oubliée, le féminin reconnu
- Des Chinoises en revue
- Algérie : cris de femmes
- Irlande du Nord : les femmes et la paix
- Suisse : "Femmes en grève", de la rue au Parlement

▲ N° 74, AUTOMNE 1995

- Liberté pour Sarah, esclave violée, emprisonnée...
- Dossier : Menaces sur le droit à l'avortement
- Pour défendre nos droits, en avant toute !
- De plaidoyers en prétoires : premiers bilans
- Pourquoi l'avortement devrait-il être un drame ?
- Entretien avec Béatrice Fougeyrollas
- Enquête sur les jeunes : des filles qui s'activent
- Vigilance, on expulse !
- Pékin : et après ?
- Flaques de sang
- Chiapas : les Indiennes veulent que leurs oppresseurs les regardent dans les yeux
- Ex-Yougoslavie : retour de Tuzla
- Le regard de Ken Loach sur les femmes

Contact : CAHIERS DU FÉMINISME, 2 rue Richard-Lenoir 93108
MONTREUIL.

Lesbia Magazine

▲ N° 141, SEPTEMBRE 1995

- Mouvement :
Moisson de guides
200 femmes ont l'esprit de CEL
Familisme technologique
- Les gros romans de notre été
- Marche gaie et lesbienne
- Claude Cahun : un paradoxe lesbien
- L'Amérique de l'Amazone
- Elisabeth Mackintosh

Contact : REVUE LESBIENNE D'EXPRESSION, D'INFORMATION, D'OPINION – BP. 19 – 75521 Paris Cedex – tél. (1) 43.48.89.54. – fax : (1) 43.48.11.79.

Chronique féministe

▲ N° 56, AOÛT-SEPT. 1995

- La famille : une affaire politique ?
- Sujet inépuisé et inépuisable...
- Derrière le miroir des politiques familiales
- Le rôle central des politiques égalitaires
- Cachez tous ces milliards que je ne saurais voir sans rougir...
- Les familles recomposées
- L'autorité parentale conjointe...

Contact : UNIVERSITÉ DES FEMMES, 10, rue du Méridien 1030 BRUXELLES – tél. 02/229.38.25.

CLIO Histoire, Femmes et Sociétés

▲ N° 1, SEPTEMBRE 1995

Résistances et Libérations (France 1940-1945)

▲ N° 2 (à paraître)

Les femmes et le religieux

▲ N° 3 (à paraître)
Métiers, corporations et syndicalismes

Contact : PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL – 56, rue du
Taur – 31000 Toulouse – tél. 61.22.58.31

Les cahiers du Mage

▲ N° 1, 1995

DIFFÉRENCES DE SEXE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
MIXITÉ DES FORMATIONS, MIXITÉ DES PROFESSIONS

L incidence de la mixité sur la formation et la socialisation des femmes,
Marie Duru-Bellat (introduction)

- Jeu du soi et du genre, Annick Durand-Delvigne
- La mixité scolaire : une institution masculiniste, Nicole Mosconi
- L'égalité dans les discours sur la mixité-Belgique 1966-87, Nadine Plateau
- Questions en débat : les hirondelles de la mixité font-elles le printemps de l'égalité ? Michèle Ferrand

Féminisation et masculinisation des professions : approches historiques et comparatives, Marlaïne Cacouault (introduction)

- Employés de bureau : le genre masculin n'est pas neutre, Philippe Alonzo
- Sténo-dactylographe : de la naissance d'une profession à sa féminisation 1883-1930, Delphine Gardey
- Trajectoires féminines dans la banque et la pharmacie, comparaison France/Grande-Bretagne, Rosemary Crompton
- Questions en débat : comment, où et pourquoi les femmes travaillent-elles ?, Sylvie Schweitzer

Contact : GDR Mage – CNRS IRESCO – 59-61 rue Pouchet 75017
Paris – tél. (1) 40.25.10.37

*L'arme de l'écriture***Revue du Regard Littéraire**

Le groupe "Regard Littéraire", émanation du "Café Littéraire" de la Vague à l'Âme, fondé en 1992, est un lieu pour dire la poésie avec un regard différent, pour confronter, partager, faire connaître, s'émouvoir et s'indigner, pour rêver et vivre la poésie...

Contact : L'ARME DE L'ÉCRITURE, lettre poétique, Maison de quartier – 97, Galerie de l'Arlequin 38100 Grenoble

*En anglais**Gender, Place and Culture***A Journal of Feminist Geography**

▲ Vol. 2, N° 1, 1995

- Establishing Ground : representing gender and race in a mixed housing development, Myrna Margulies Breitbart, Ellen-J. Pader
- The Abnormal Distribution of Development : policies for Southern women and children, Erica Burman
- Gender, Science, Politics and Geographies of the City, David Sibley
- Gender and Household Economic Strategies in Rural Appalachia, Ann M. Oberhauser
- More than just Skin-deep : fem(me)inity and the subversion of identity, Lisa Walker
- Lesbians in Space. Gender, Sex and the Structure of Missing, Elspeth Probyn
- If You're Going to Get All Hyped Up You'd Better Go Somewhere !, Lawrence Knopp
- Straight Talk on the PomoHomo Question, Andrew Kirby
- The Body and Geography, Robyn Longhurst
- Gender Trouble - or just shopping ? Peter Jackson

Contact : Publications Carfax.

Gender and Education

▲ Vol. 7, N° 1, MARCH 1995

- Equal Opportunities and the European Social Fund : discourse and practice, Jacky Brine
- Self-narration, Autobiography and Identity Construction, Mary Jane Kehily
- Struggling with Sexism : experiences of feminist first-year teachers, Rebecca Priegert Coulter
- The Trouble with Equal Opportunities : the case of women academics, Jackie West & Kate Lyon
- Fighting Boys and Fantasy Play : the construction of masculinity in the early years of school, Ellen Jordan
- Doing Feminist Educational Theory : a post-modernist perspective

Contact : Publications Carfax.

Journal of Area Studies

▲ SPRING 1995

- Women in Transition and Recession, M. Wörsching
- Experiencing Social Transformation in Eastern Europe, B. Bertram, O. Zdravomyslova, G. Firlit-Fesnak
- Young Families in Eastern and Western Europe, M. Jaeckel, M. Arrutiunyan, U. Bjornberg
- Women in Poland : The Impact of Post-Communist Transformation, F. Millard
- Creating Change or Struggling to Survive ? - Women's Situation in Albania, C. Corrin
- Portuguese Women Between Revolution and Recession : Gender in Decision-Making and Employment, A. Brassloff
- Women's Status and Employment in Contemporary Greece, A. Syngellakis, G. Lazaridis
- Women's Labour Market Participation in France : The Paradox of the Nineties, M-T. Letablier
- The 'Insidious Double Message' : Austrian Women Caught Between the Family and Employment, W. Brassloff

- Women at East and West German Universities Before and After Unification, M. Kriszio
- In the Margins : Experiences of Women Academics in British Universities, B. Bagilhole
- Feeding the Family : The Role of Women in Coping With Low Income in Britain, B. Dobson, A. Beardsworth, T. Keil, R. Walker
- Women, Welfare and the Private Sphere : The Problem of Meeting Long-Term Care Needs, E. MacLaughlin, C. Glendinning
- Autonomy versus Integration - East German Women and Political Participation, A. Herhoffer
- East European Women as Domestic Workers in Western Europe : New Social Inequality and Division of Labour Among Women, M. Friese
- Migrant Women and Gender Role Definition in the Italian Context, J. Andall

Contact : JAS, Dept. of European Studies, Loughborough University – Loughborough – Leicestershire LE11 3TU – GB.

En italien

Notizario CDP

▲ N° 139, MARS-AVRIL 1995

- Residenza, cinquant'anni dopo : due dischi come occasione per ricordare e conoscere fuori della retorica
- Libri in primo piano
- Ricordando un futuro, Non solo musica... non solo parole
- Corpi sparsi
- Riviste : Gaia newsletter, Altrove, Testimonianze, Speed Demon, Centri sociali, Droga-Immigrazione, razzismo, società multiculturali, Senza fissa dimora, Scienze
- Ricostruiamo la vita sulle Langhe. Basta trivellazioni petrolifere nel Parco del Ticino. Handy file. Premio Pierluca Pontrandolfo. Per un mondo responsabile e solidale. Verde vigna casa antimilitarista.

▲ N° 140, MAI-JUIN 1995

- Libri in primo piano.
- Gruppi, associazioni, collettivi, ecc.
- Alternative, Alternativa Libertaria, Ribellarsi è giusto, Collegamenti
- Wobbly, Altreragioni, Red Azione
- Comunista, Materiali di discussione, Chaos.
- Escursionismo. Internazionalismo Est-Europeo. Mafia. Minori. Satira. Fumetti. Fotografia.
- Campagna contro la Nestlè
- Concorso : Donne cittadine del mondo. Convegno : Lo spazio metropolitano.
- Ricordando un futuro, Non solo musica... non solo parole
- Intervista ai Kina.

Contact : COOPERATIVA CENTRO DI DOCUMENTAZIONE, via degli Orafi 29 – Cas. post. 347 – 51100 Pistoia – tel. e fax 0573.367144

Leggere Donna

▲ N° 57, JUILLET-AOÛT 1995

Leggere

- Soggetto nomade
- Meglio cyborg che dea
- I racconti di Mary Braddon
- Viaggiatrici con e senza Baedeker
- Donne che amaronno Mussolini ?
- Ho riguadagnato il mio nome
- Dalla parte delle bambine
- Traduttrice offresi
- Fleur Pillager : una donna chippewa protagonista dei romanzi di Louise Erdich
- Le madri necessarie. Rapporti tra le scrittrici nella ex RDT

Scrivere

- La leggenda di Margarita di Antiochia

Discutere

- Identità e appartenenza. Il primo congresso delle storiche italiane
- Dal silenzio al voto. Donne in filigrana
- La paura della paura

Vedere, ascoltare, incontrarsi

- La ragazza dell'alloggio segreto
- La parola all'immagine
- Noi e il cinema
- Gli appuntamenti
- La pagina di Lori

▲ N° 58, SEPT.-OCT. 1995

Leggere

- I don't like Paradise
- Mezzogiorno perpetuo
- Cosa vuole una donna
- Le pagine della poesia
- Salvatore Morelli, uno scomodo femminista
- Da eroina a protagonista : l'affermazione del desiderio femminile in due racconti gotici di Luisa Saredo
- Leslie Marmon Silko : la cerimonia del raccontare
- L'ultimo detersivo lanciato sul mercato : Agatha Christie e la "cleaning controversy"

Scrivere

- In autobus

Discutere

- L'occhio dell'aurora
- Il mio felice incontro con Ita Daly
- Punti di vista
- Ruganga

Vedere, ascoltare, incontrarsi

- Il cielo sopra Verona
- Le invisibili donne delle isole Aran
- Berthe Morisot : lavorare è l'unico scopo della mia vita
- La parola all'immagine
- Noi e il teatro

- Noi e il cinema
- Dai festival
- Gli appuntamenti
- La pagina di Lori

Contact : REDAZIONE E AMMINISTRAZIONE : Via Ticchioni,
38/1 Ferrara – tél. e fax : (0532).53186

En portugais

Noticias

▲ N° 36, JUL-AGO-SET. 1995

Em Portugal

- Na Comisao para a Igualdade e para os Direitos das Mulheres
- Novas Publicações
- Conselho Consultivo
- Outras Noticias
- Mulheres em Foco
- Vida Cultural
- Novas Leis Novos Direitos
- Estudos sobre as mulheres
- Na Montra da Livraria

La fora

- Nações Unidas
- Unisco
- Conselho da Europa
- Uniao Europeia
- OIT
- Outras Noticias
- Vai Acontecer

Contact : NOTICIA, av. da Republica, 32-1°, 1093 LISBOA Codex
– PORTUGAL – tél : 797.60.81.2.3.4. e 797.29.65, fax : 793.76.91.



Comptes rendus

Casual Sex Work and Sex Tourism

Cet article ne me paraît pas suffisamment sociologique pour figurer dans *International Sociology*. L'auteur se propose de tracer « a tentative framework with regard to the social, economic and psychological situation in which the phenomenon of new varieties of urban sex work, more particularly "casual sex work" and its complement of sex tourism can flourish ». L'auteur n'a pas davantage réussi à donner un cadre psychologique et socio-économique satisfaisant de la prostitution occasionnelle des femmes africaines avec des touristes étrangers.

Au préalable, **une remarque méthodologique s'impose** concernant la sélection de l'échantillon sur lequel l'auteur base sa thèse. La méthode qui consiste à baser une théorie sur quelques témoignages informels et quelques interviews plus structurés avec quelques prostituées rencontrées par hasard ne présente que peu d'intérêt. Que n'a-t-il fait état des recherches de Mary Soledad Perpinan, sociologue philippine, qui a fait une véritable enquête sociologique auprès de 614 prostituées philippines et qui a trouvé que la grande majorité des femmes interrogées, qu'elles soient à temps plein ou occasionnelles, désiraient sortir de cette situation.

Insuffisance notoire de la thèse sur la nature « culturelle » de la relation entre le client et la prostituée. Le but de l'auteur de l'article qui était de montrer cette nature culturelle n'a pas été atteint.

Au préalable, l'auteur se contente d'écarter la thèse de la relation psychologique de pouvoir et de domination que les hommes exercent à l'égard des femmes à travers la relation de client à prostituée, sous le prétexte que soutenir la thèse de la domination des hommes sur les femmes dans la relation de la prostitution équivaut à une description faite dans des termes chargés de valeurs de moralité (« evaluative and morally loaded terms »), comme si décrire une relation en termes de « domination-soumission » était une hérésie sociologique et n'était pas « structurelle ». Les relations de domination exercées par le groupe des hommes sur le groupe des femmes sont « structurelles » car le patriarcat est une « structure » sociale basée sur l'inégalité entre les genres. L'auteur n'a donc pas le droit de repousser la thèse de la domination sous prétexte qu'elle inclut « évaluation » et morale.

Que propose-t-il à la place pour expliquer le commerce entre la prostituée et son client ? Une relation « culturelle » et « structurelle » qui est valorisée parce qu'elle est la « rencontre de deux cultures », les prostituées occasionnelles africaines ne pensant pas perdre leur dignité en offrant leur sexe contre de l'argent tandis que les Européens sont à la recherche de femmes jeunes, belles et donnant le plus de joie comme objet de leur désir (« lust-giving characteristics of the object of desire »).

La thèse de l'auteur sur la nature « culturelle » de la relation de prostitution entre femmes africaines et touristes étrangers est basée sur la « convergence » entre les aspirations à une consommation croissante des femmes africaines des villes (« increasing consumer aspirations ») et les aspirations des touristes européens qui désirent obtenir des services sexuels de qualité contre un investissement qui leur coûte très peu (« quality service against low money investment »). Qualifier de « culturelle » une relation avant tout marchande où l'on vend son sexe pour mieux consommer est surprenant.

Nous pourrions accepter la thèse de la nature « culturelle et anthropologique » de la relation entre le touriste européen et la femme

africaine si elle n'était pas une variante de la relation marchande entre une prostituée et son client. Car, culturelle ou non, il s'agit bien d'une relation marchande où l'une vend son corps contre de l'argent car elle n'a rien d'autre à vendre pour compléter ses revenus. Voici la relation marchande entre une personne qui achète un sexe et une personne qui le vend érigée en « relation culturelle et anthropologique », au-dessus de tout soupçon sociologique de recourir aux valeurs et à la morale. A quoi aboutit l'auteur ?

L'explication « culturelle » de l'auteur ne peut masquer son assimilation des femmes à des objets sexuels puisque les Africaines sont valorisées en tant qu'objet de désir sexuel (« object of desire ») devant donner du plaisir (« lust giving ») tandis que les Européennes sont dévalorisées. Le propos que l'auteur de l'article tient à une Européenne révèle qu'une femme n'est pour lui qu'un objet que l'on achète en fonction de la logique marchande qualité/prix : « If I pay you four or five dinners to seduce you to make love with me, I can take the plane to Nairobi or Monbassa and find a wife that will give me a feeling that she really loves me while you will only tell me that maybe once you will love me (she felt offended) ».

Cette dernière phrase nous révèle que, pour l'auteur, la relation homme/femme est basée sur l'argent, la femme offrant son corps sur le marché du sexe tandis que le client exerce son choix en fonction de la qualité/prix de l'objet acheté. De cette relation est éliminée la relation entre deux adultes qui se respectent en tant que personnes égales en dignité et qui n'ont pas besoin d'introduire l'argent dans leur relation amoureuse. Pour l'auteur, ce qui est important dans sa relation sexuelle avec une Africaine est qu'elle lui donne le sentiment qu'il est réellement aimé (« a wife that can will give me the feeling that she really loves me »), peu importe que ces sentiments soient vrais ou faux, du moment que l'on a payé.

L'explication « culturelle » de l'auteur l'amène aussi à écarter l'explication de la nature infantile de la relation entre un touriste européen et une prostituée africaine occasionnelle (« a kind of regressive male that through sex-tourism reverts to the phase of infancy »). Cette explication est repoussée par l'auteur de l'article comme incorrecte

sociologiquement parce que impliquant une « évaluation » et chargée de « moralité ». Ceci revient à dire que si l'on considère les femmes prostituées africaines comme des personnes ayant d'autres aspirations que de servir d'objet sexuel aux fantasmes de leurs clients touristes européens, on commet l'erreur d'introduire les « valeurs » et la « morale » dans l'analyse sociologique. De même, pour l'auteur, soutenir qu'un homme pleinement adulte peut trouver l'amour dans une relation non marchande d'égalité avec une femme européenne au lieu de se complaire dans la relation marchande du client européen qui achète les services sexuels d'une femme africaine, c'est introduire « valeurs » et « morale » en sociologie. En fait, ce qui est affecté du signe plus pour l'auteur de l'article – ce qui revient à réintroduire des « valeurs » –, c'est la relation marchande entre hommes et femme, dont le prototype lui est donné par la relation du touriste européen avec une femme africaine : cette relation homme-femme est auréolée de valeur positive quand le premier achète le sexe de la seconde avec de l'argent. La culture n'a rien à faire avec cette relation à moins que la culture ne se réduise pour l'auteur à l'échange marchand.

Absence d'un cadre théorique socio-économique pour expliquer la relation entre le touriste européen et la prostituée occasionnelle africaine.

L'auteur annonce dans son abstract qu'il va fournir « a tentative framework with regard to social and economic situation » de la prostitution occasionnelle des femmes africaines avec les touristes européens. Or, sur ce point, la contribution de l'auteur est aussi insuffisante, pour ne pas dire inexistante.

On trouve quelques notations rapides dans la conclusion de l'article intitulé « perspectives » sur la difficulté pour les femmes du tiers-monde de trouver un emploi de sorte que l'auteur reconnaît que « la prostitution est quelquefois une question de vie ou de mort » pour les femmes concernées. Mais le « quelquefois » ne correspond pas à la réalité sociologique décrite par les femmes sociologues du tiers-monde qui ont montré que, dans les villes africaines, par exemple, la prostitution est, après le service domestique, le second travail (« work ») des femmes parce qu'il n'y a pas d'autre source d'emploi. Toujours en Afrique, on a pu montrer que, dans les villes, il n'y a guère

plus de 5 % des femmes africaines, en âge de travailler, qui jouissent d'un emploi salarié dans le secteur marchand formel et que les autres travaillent dans le secteur informel dont la prostitution fait partie. Par suite, que les prostituées soient obligées d'être aimables, bien habillées et attentionnées à l'égard de leurs clients, touristes européens, d'autant plus que la concurrence est vive entre femmes africaines dépourvues d'emplois, est une nécessité et ne préjuge en rien des aspirations et des sentiments profonds de ces femmes.

Pour l'auteur de l'article, la dimension « structurelle » de la relation Nord-Sud où le Nord impose sa loi économique aux pays du Sud n'existe pas. Pour lui, le « désir de consommation » des femmes africaines qu'elles ne peuvent satisfaire que par la prostitution occasionnelle, ne s'insère pas dans la relation structurelle Nord-Sud où une division internationale du travail cantonne les pays d'Afrique à fournir à bas prix leurs matières premières aux pays riches du Nord tandis que ces derniers leur vendent très chers leurs objets de consommation ostentatoire.

Conclusion : La thèse de l'auteur réduisant la relation « structurelle » du touriste étranger avec une prostituée africaine occasionnelle à « une relation culturelle » et « anthropologique » lui permet d'occulter deux autres relations structurelles qui sous-tendent cette relation :

- la relation de domination hommes-femmes, née de l'existence d'un système patriarcal où les hommes occupent une place de domination et les femmes, une place inférieure ;
- la relation structurelle de domination économique et politique entre le Nord et le Sud où le Nord impose au Sud l'inégalité dans l'échange marchand et la dépendance par suite de la dette et de l'importation de son modèle de consommation .

L'auteur ignore les travaux de Mary Soledad Perpignan qui ont montré que la « prostitution transnationale » entre hommes du Nord clients et femmes du Sud vendant leur sexe aux premiers est affectée par deux dominations structurelles : celle des hommes sur les femmes, celle des pays du Nord sur les pays du Sud :

« C'est déjà une chose désastreuse quand entre individus de même race et de même culture, un sexe en domine un autre, mais, si l'on ajoute à la domination du sexe celle qui est basée sur la domination de la race et de la culture, alors la situation est encore pire. Tel est le pouvoir de la prostitution transnationale, un produit de la manipulation géopolitique et économique des femmes, des hommes et même des enfants comme objets de plaisir et de profits » (Mary Soledad Perpinan in « The geopolitics of prostitution » , in Balai Women in Asia, vol. II, n° 4, Manille.

Auteure non identifiée,
prière de se faire connaître.

Femmes sous le voile, face à la loi islamique

Chala CHAFIQ, Farhad KHOSROKHAVAR, Paris, ditions du F lin, 1995, 240 pages.

Dans un ouvrage précédent, La femme et le retour de l'islam, Chala Chafiq montrait, à la lumière de l'expérience iranienne, que la lutte pour la dignité des femmes ne devait pas être sacrifiée à la lutte anti-impérialiste.

Dans la première partie du présent ouvrage, après avoir au préalable montré que le texte coranique soumet les femmes à la domination des hommes, l'auteure taille en pièce l'image stéréotypée de la femme musulmane et décrit la réalité des sociétés musulmanes contemporaines où des variations considérables caractérisent le statut féminin (Iran, Bangladesh, Egypte, etc) . Mais partout où l'islam politique soumet les femmes à la **charia**, toute tentative d'émancipation féminine aboutit à une impasse.

En même temps, prenant le contre-pied de la thèse du co-auteur de l'ouvrage, Chafiq introduit une critique pertinente de la théorie qui, encouragée par les intellectuels occidentaux, érige en dogme le culte de la différence et d'un multiculturalisme abstrait, faisant fi des revendications de dignité et de liberté des femmes musulmanes. Dans cette théorie perverse, « les femmes voilées musulmanes » sont pré-

sentées comme les véritables actrices de l'émancipation des femmes des pays musulmans, « originales et authentiques car non occidentalisées et qui annoncent et prouvent la vraie révolution de la condition des femmes » (p. 58). En revanche, cette théorie occulte les persécutions, emprisonnements et/ou tortures des femmes qui résistent à l'obligation du voile et de la charia et revendiquent leur qualité de personne humaine dont tous les droits doivent être respectés; elle passe sous silence les condamnations à mort des femmes écrivaines pour leurs écrits, jugés non conformes par les ayatollas. Elle fait l'impasse sur la symbolisation, par l'obligation du port du voile, de la ségrégation des sexes et du contrôle de la moralité sociale par le contrôle du corps féminin : « le corps d'une femme n'est plus à elle, il n'est qu'un lieu à contrôler » (p. 99), contrôle qui atteint par ricochet toute la vie privée et publique des femmes.

Allant plus loin encore, l'auteure montre pertinemment que, dans l'Iran contemporain, la poursuite de ce programme de répression des femmes « fait partie intégrante de la stratégie identitaire d'un régime qui, sur aucun autre plan, n'est arrivé à réaliser les objectifs de la Révolution » (p. 102). L'auteure aurait pu conceptualiser ici son constat et affirmer que la « lutte des sexes » sert de substitut au régime iranien pour masquer aux masses populaires son impuissance à établir plus de justice entre les classes sociales. L'Islam politique est ainsi la véritable clef de l'intégrisme à l'égard des femmes.

Les féministes trouveront, sous la plume de Chafiq, des réflexions pertinentes pour répondre aux propagandistes du voile qui utilisent l'approche tiers-mondiste et culturaliste pour maintenir en l'état la soumission des femmes aux hommes en pays musulmans.

Andrée MICHEL

Les Tsiganes ou le destin sauvage des Roms de l'Est

suivi de

*Le statut des Roms en Europe***Claire AUZIAS, Paris, dition Michalon, 130 pages (pr face de Marcel COURTIADÉ).**

On peut être reconnaissant à Claire Auzias d'avoir écrit ce petit ouvrage qui a un double mérite. Dans la première partie, il démystifie tous les préjugés véhiculés depuis des siècles à l'égard des Roms de l'Est et des Tsiganes en général. L'auteure ménage pas ses critiques aux organisations internationales dont la rhétorique en faveur des droits de l'homme et des droits des minorités a souvent négligé ou sous-estimé les injustices et les souffrances du peuple tzigane. Selon Claire Auzias, les Tsiganes ne sont pas une minorité nationale mais une ethnie : « Les ethnies sont une bulle sociale, étanche aux contours étatiques... elles partagent une commune structure politique an-étatique, ce qui les définit premièrement. Elles partagent une commune a-puissance publique, une commune absence de problématique du pouvoir » (p. 48).

Pour l'auteure, la remarquable « porosité » de ce peuple aux autres cultures et leur convivialité avec les étrangers à leur communauté semble être la conséquence de leur absence d'Etat, de nation, de territorialité. Ce constat est exactement l'antithèse de l'accusation d'inadapation portée à leur encontre.

Dans la seconde partie de son ouvrage, elle passe en revue les différents statuts accordés aux Tsiganes aussi bien en Europe de l'Est (Russie comprise) que dans les pays européens de l'Ouest. Si de nombreux droits leur sont accordés en tant que groupe collectif par certains pays de l'Est comme la Hongrie, cette reconnaissance leur est le plus souvent refusée dans les pays de l'Europe de l'Ouest. Faut-il pour autant s'en affliger comme paraît le faire l'auteure de l'ouvrage ? N'y a-t-il pas plus de chances de promouvoir une ethnie en reconnaissant l'intégralité des droits humains à toutes les personnes qui la composent ? Comme par ailleurs les femmes sont, d'après Claire Auzias, le

plus grand espoir de développement des communautés tizganes, les femmes ne seront-elles pas d'autant actrices du changement que leur promotion s'enracinera dans les droits reconnus à la personne humaine plutôt que dans ceux d'une communauté ? Car, enfin, c'est au nom des droits des communautés et de la différence culturelle que certains Etats, ONG et intellectuels en Europe sont appelés à légitimer la polygamie ou la pratique de l'excision par des immigrants maghrébins ou africains. La question mérite d'être posée et ne retranche rien à l'intérêt de cet ouvrage.

Andrée MICHEL

The Women Founders of the Social Sciences

Lynn MC DONALD, Ottawa, Carleton University Press (Women s Experiences Series), 1995, 287 pages.

Lynn Mc Donald, professeure de sociologie et directrice du département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Guelph (Canada), a été députée au Parlement canadien et présidente de la Commission nationale d'action pour les femmes.

Son ouvrage révèle que, contrairement aux préjugés entretenus jusqu'ici, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles et durant la première moitié du XX^e siècle, des femmes ont apporté une contribution remarquable aux sciences sociales et politiques, en particulier dans le domaine de la méthodologie et de la statistique en clarifiant les notions d'hypothèses, de probabilités et d'analyse. De plus, leurs travaux ont fait évoluer des concepts clefs utilisés dans les sciences sociales comme ceux de liberté individuelle, de cohésion sociale, de stratification, de loi et d'éthique. Elles se sont illustrées dans ces domaines en même temps que la plupart se sont engagées dans les luttes pour les droits des femmes, utilisant la méthode empirique pour contrer les stéréotypes à l'égard des femmes.

On ne citera ici que quelques-unes de ces femmes dont les hommes ont occulté l'apport au développement des sciences sociales et politiques. **Florence Nightingale** n'était ni une romantique ni une hystérique mais a été une pionnière dans l'établissement des statis-

tiques appliquées, **B atrice Web** a été la première chercheuse en sciences sociales à utiliser l'observation participante tandis qu'**Henriette Martineau** a écrit le premier ouvrage de méthodologie pour conduire une recherche empirique. Pionnière en sciences politiques, **Germaine de Sta l** a pressenti le rôle prépondérant, malgré son invisibilité, de l'opinion publique dans une société républicaine et elle a promu, avec Condorcet et Lavoisier, « une vision probabiliste et quantifiée des sciences sociales qui deviendra le grand projet méthodologique du XIX^e siècle » (p. 150).

Mc Donald complète son ouvrage par une critique pertinente du « politiquement correct » de certaines féministes américaines contemporaines. Celles-ci, outrées par l'utilisation fallacieuse de l'empirisme en sciences sociales pour légitimer l'infériorité sociale des femmes, en sont venues à rejeter systématiquement, au nom de la théorie féministe, le principe même de la recherche empirique dans les sciences sociales. Mc Donald refuse de jeter le bébé avec l'eau du bain et plaide pour un bon usage cette méthode qui fut un outil dans le passé pour défendre la cause des femmes.

L'ouvrage de Mc Donald sera lu avec passion par les chercheuses en sciences sociales et politique car il rend visible l'énorme travail de pionnières, effectuées dans ce domaine, par des femmes intellectuelles en Angleterre et en France. Leur notoriété, quand elle existait, ne nous est parvenue jusqu'ici qu'au travers de leur vie sentimentale ou leur contribution à la littérature ou aux actions de solidarité sociale mais ces engagements ne furent nullement incompatibles avec leur contribution de qualité aux sciences sociales et politiques. Le sexisme masculin avait occulté cet apport novateur des femmes du passé. L'ouvrage de Mc Donald répare cette injustice.

Andrée MICHEL

*Practising Feminist Criticism***Maggie HUMM, New-York, Prentice-Hall, 1995.**

Maggie Humm, qui coordonne les Etudes Féministes à l'Université de l'Est de Londres, a produit ce livre pour accompagner le précédent, *A Reader's Guide to Contemporary Feminist Literary Criticism*. Son but est d'offrir aux étudiantes des exemples d'approches féministes de la littérature, à la fois théoriques et pratiques. La critique féministe prend en compte les questions qui concernent les femmes et la fonction de la critique féministe est donc de faire le lien entre politique et pratique littéraire.

Après une introduction très claire de ce que sont le féminisme, la critique et la critique féministe, Maggie Humm fait un bref historique des divers courants critiques depuis les années soixante. Elle conclut par le but de son livre : répondre à la question de savoir ce que veut dire le genre quand nous lisons.

Ensuite, elle aborde les différents courants et examine des auteurs en particulier, deux par courant. Elle prétend analyser certains ouvrages selon les méthodes d'une école donnée, comme illustration de cette école. En fait, ce sont les auteurs elles-mêmes qu'elle classe dans l'école. Ainsi, « Fay Weldon est un auteur post-moderne » est une affirmation bien différente de « Examinons l'œuvre de Fay Weldon avec un œil post-moderne ». Qu'ajoute l'affirmation « Fay Weldon est post-moderne parce que ... » à la fin de la phrase qui analyse l'œuvre (p. 130) ? On donne à Fay Weldon (une de mes auteurs favorites, on l'aura compris) une étiquette qui la réduit forcément (quasiment un prix démarqué) à moins que l'on pense au contraire que cette étiquette particulière soit un compliment. Mais on fait alors le contraire de ce que le post-modernisme est censé faire d'après Maggie Humm : prendre en compte toutes les composantes d'une question.

Il aurait été intéressant de prendre une auteure et de la passer au filtre des différentes écoles. Cela aurait eu l'impact éducatif de formation à la critique littéraire que ce livre veut avoir. Et ça aurait pu être drôle. Ce que la critique littéraire n'est, hélas, jamais (rarement ?).

Donc, ne prenant pas en compte la dimension humoristique inhérente à toute situation, elle n'est pas post-moderne. CQFD.

Ceci dit, Maggie Humm a des choses très intéressantes et pertinentes à dire sur les auteurs qu'elle a choisies : Ursula LeGuin, Margaret Atwood, Doris Lessing, Fay Weldon, Sylvia Plath pour ne citer que mes préférées, et l'inévitable Virginia Woolf dont un livre sur la littérature des femmes semble ne pas pouvoir se passer. Quand à ce que viennent faire Robert Lowell ou Joseph Conrad là-dedans, mystère. Étaient-ce des transsexuels ? La proportion de critique littéraire sur les femmes reste encore bien mince dans l'ensemble de la production. Est-ce vraiment trop demander qu'un livre soit tout entier consacré à des femmes ? Ça ne gêne personne quand les femmes sont absentes, en est-on à prendre des hommes-alibi ?

Voilà. Ma mauvaise humeur est passée et l'on me dira sans doute que je suis de mauvaise foi et que, et que, et que. Il y a de la place dans le Bulletin. Mesdames, à vos claviers.

Nicole DÉCURÉ

Femmes, art et pouvoir. 1989

Linda NOCHLIN. Traduction Oristelle Bonis, Paris, Editions Jacqueline Chambon, 1993.

La lecture de ce livre fut, pour l'iconoclaste que je suis, une jubilation. Linda Nochlin, admirablement servie par la traduction d'Oristelle Bonis puisque, justement, on n'a pas l'impression qu'il s'agit d'une traduction, utilise le langage avec précision, force, nuance, passion. Voilà quelqu'une habitée par son sujet et qui le défend vigoureusement.

Ce livre rassemble sept essais, classés du plus récent au plus ancien et couvrant une période de 25 ans, le premier écrit en 1970 : « Pourquoi n'y a-t-il pas eu de grands artistes femmes ? »

Dans l'essai le plus récent (1988), celui qui donne son titre au livre, Linda Nochlin passe au filtre du féminisme les (grands et petits) tableaux qui hantent nos musées. Elle regarde les tableaux de toutes

époques avec l'œil d'une féministe d'aujourd'hui et ça remue dans les toiles. Moi que l'on avait tenté de convaincre quand j'étais étudiante qu'on ne pouvait pas faire ces choses-là, moi pour qui les discours sur l'art agissent mieux qu'un somnifère (ce qui n'est pas peu dire car le dernier, pris à l'époque justement où un prof critiquait ma présentation féministe de l'Eve de Milton dans le Paradis Perdu, c'est-à-dire en 1967, m'a fait dormir dix-sept heures d'affilée, le cachet, pas le prof) et qui en plus suis assez inculte dans ce domaine (les musées et galeries de peinture sont un de mes lieux de jogging préféré et je hais le jogging) j'ai lu ce livre avec autant de plaisir qu'un roman de Sara Paretsky.

Dans la même veine que Linda Nochlin, Sally Swain avait « refait » certains tableaux célèbres dans *Great Housewives of Art* (Londres : Grafton Books, 1988), mettant en scène les Tahitiennes nues de Gauguin à une réunion Tupperware ou faisant manier l'aspirateur à une danseuse de Degas ou encore, dans le dessin ci-dessous, Madame Munch se lamentant à cause des taches de sauce tomate sur le mur. Moi, ça me fait toujours rire. Donc je suis post-moderne (voir plus haut).



Mrs Munch Bemoans the
Tomato Sauce Stains on the Wall.....

Les autres essais concernent des sujets généraux (l'érotisme et les images du féminin dans l'art au XIX^e siècle, les réalistes, la femme déchue) et des artistes particulières (Berthe Morisot et une dont je n'avais jamais entendu parler, Florine Stettheimer mais, promis-juré, j'irai voir ses toiles la prochaine fois que je vais à New York).

En résumé, Oristelle avait raison de dire que ce livre me plairait.

Nicole DÉCURÉ

Parutions

Surarmement, Pouvoirs, Démocratie

Andr e MICHEL, L Harmattan, 389 pages, 190 FF.

Des pays dont l'économie est rongée par le chômage, la spéculation, la dette, les inégalités de classe, la crise urbaine, la drogue, le sida, les pollutions et l'atteinte à l'environnement, où la démocratie se dégrade avec la censure de l'information, l'autocensure des intellectuels et leur alignement sur la raison d'Etat, la montée de la violence, de la xénophobie, du racisme, du sexisme et de l'intégrisme, une société internationale où les violences de la guerre civile ou inter-étatique remplacent la négociation et la prévention des conflits, bloquée par la soumission du Conseil de Sécurité à la raison du plus fort, par la perversion de la politique étrangère en militaro-humanisme, les ventes d'armes, le trafic du plutonium et les essais nucléaires, entravée par le contrôle de l'économie mondiale par les multinationales et le FMI, par la démographie galopante, autant de maux, souvent dénoncés, sans que l'on fasse le lien entre eux.

Brisant un tabou persistant, l'auteur montre que le ciment de tous ces maux réside dans "l'économie politique de la bombe", le surarmement, promue en Occident depuis 40 ans par les complexes militaro-industriels des grands pays industriels au nom d'une doctrine politico-économique (le keynésianisme militaire), masquée derrière l'idéologie libérale, axée sur la conquête des marchés et le profit et utilisant une définition de la sécurité basée sur l'entretien de la peur et le mensonge.

Après avoir pris acte des faiblesses et de la résistance des mouvements alternatifs dans le monde occidental, elle suggère l'élargissement d'une conception de la démocratie où les citoyen-ne-s, au lieu d'en laisser le privilège au monarque ou à la coalition des grandes puissances, définiraient eux-mêmes leur sécurité, basée non plus sur la violence des armes mais sur la négociation et la justice.

Andrée Michel, docteur d'Etat, est directrice honoraire de recherche au CNRS. Elle a enseigné dans les universités aux Etats-Unis, au Canada, en Belgique et en Algérie et servi comme consultante pour plusieurs organisations internationales.

Contact : L'HARMATTAN – 7, rue de l'Ecole Polytechnique 75005 Paris – tél. (1) 43.54.79.10.

Ne dites pas trop vite « Il n'y a pas de femmes »...

Minist re de l'Emploi et du Travail et de la Politique d galit des chances, MIET-SMET

Une liste de "femmes-ressources" dans les domaines politique, économique, scientifique, social et culturel.

Les relations amoureuses entre les femmes

Marie-Jo BONNET, Editions Odile Jacob.

Contact : LA FOURMI AILÉE – 8, rue du Fouarre 75005 Paris – tél : (1) 43.29.40.99.

La parité des femmes et des hommes dans la vie publique

Guide pratique en 25 questions et r ponses — Ed. D mocratie-Parit , 40 FF.

La parité, est-ce la même chose que les quotas ? Comment se fait, aujourd'hui, l'élimination des femmes du processus électoral ? Comment obtenir la parité en parlant d'une situation aussi défavorable que celle d'aujourd'hui ? Faut-il réviser la Constitution ? En quoi la parité changera-t-elle la vie politique ? La parité permettra-t-elle d'élire des femmes qui défendront les intérêts des femmes ? Où en est la mobilisation sur la parité dans les autres pays ?

Toutes les questions que vous vous posez - et qu'on peut vous poser - sur le nouveau grand combat des femmes, avec des chiffres, des analyses et des fiches techniques.

Contact : DÉMOCRATIE-PARITÉ – 5, rue Alsace-Lorraine 75019 PARIS.



COMITÉ DE SOUTIEN
POUR LA GRÂCE DE VÉRONIQUE AKOBE
SANS EXPULSION DU TERRITOIRE FRANÇAIS

*Pétition pour le recours en grâce
de Véronique Akobé*

Le 1^{er} février 1990, Véronique AKOBE, jeune ivoirienne, employée de maison sans autorisation de séjour, a été condamnée à 20 ans de prison par la Cour d'appel de Nice. Après avoir été violée par son patron et le fils de celui-ci, elle a poignardé mortellement le fils et blessé le père. Véronique AKOBE n'a pas été défendue. Son avocat, commis d'office, n'a pas retenu l'accusation de viol pour expliquer son crime. Il a simplement posé la question de son éventualité. Un comité de soutien s'est créé après le procès mais n'a pas été entendu. Un pourvoi en cassation a été rejeté le 24 janvier 1991. Elle est en prison depuis 8 ans.

En raison des conditions iniques dans lesquelles s'est déroulé son procès et de la sévérité scandaleuse de sa peine, Véronique AKOBE doit être graciée et ne doit pas être expulsée.

La mobilisation française et internationale en faveur de Sarah BALABAGAN condamnée pour un même crime lui a sauvé la vie. Une même solidarité doit s'exprimer pour Véronique AKOBE.

Le procès et la condamnation de Véronique AKOBE sont inacceptables. Elle doit être libérée immédiatement et graciée. Elle ne doit pas être expulsée.

Pétition retourner :

COMITÉ DE SOUTIEN POUR LA GRÂCE DE VÉRONIQUE AKOBE SANS EXPULSION DU TERRITOIRE FRANÇAIS, c/o A.V.F.T. (Association Européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail) – 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris – Fax : (1) 45.83.43.93.

Véronique AKOBE a besoin de votre aide financière. Cette campagne nécessite des fonds (chèques à l'ordre : A.V.F.T.-Soutien à V. Akobé).

GROUPE FEMMES PÉKIN 95

COMITE DE SOUTIEN AU PEUPLE TIBETAIN

Appel pour les femmes du Tibet

Malgré la demande pressante de nombreuses ONG, malgré les demandes de l'Union Européenne par la voix de la présidence française, les associations de femmes tibétaines en exil risquent d'être exclues de la Conférence mondiale sur les femmes qui doit se tenir à Pékin en septembre 1995. Le gouvernement chinois multiplie les pressions pour empêcher la libre parole des femmes du Tibet. Utilisant entre autres l'argument selon lequel le Tibet n'était pas reconnu ni membre de l'ONU, aucune Tibétaine ne saurait être admise au forum des ONG. Encore une fois, l'intérêt des états est utilisé pour réduire au silence les droits des femmes. Colonisées, soumises aux avortements forcés, aux stérilisations, emprisonnées (plus du tiers des prisonnières d'opinion sont des femmes), violées et torturées par leurs geoliers, poussées à la prostitution, privées enfin du droit à l'éducation, à leur propre culture, à leur religion, elles résistent pacifiquement

Leur résistance c'est notre résistance, leur parole, c'est notre parole. Les Tibétaines doivent être présentes à Pékin, elles doivent pouvoir s'y exprimer librement, au côté des femmes d'Algérie, de Bosnie et de toutes celles qui défendent l'espoir, l'amour et la paix.

Nous avons besoin de votre soutien et de vos dons pour financer le voyage des Tibétaines à Pékin (CCP n° 37.130.04 P).

Contact : GROUPE FEMMES PÉKIN 95 - 2, rue d'Agnou 78580 MAULE – Tél. (1) 30.90.98.74 – Fax (1).30.90.88.25.

COLLECTIF DE PRATIQUES ET DE RÉFLEXIONS FÉMINISTES « RUPTURES »

(Association loi 1901 – membre de la CLEF – domiciliée à la
MAISON DES FEMMES : 8, Cité Prost 75011 PARIS)

Madame la Présidente et chères amies,

Nous vous adressons des informations concernant le jugement rendu récemment en Iran contre deux femmes : **SABA ABDALI et ZYNAD HEIDARI** condamnées à mort par lapidation pour adultère.

Dans nos activités de solidarité internationale de femmes, nous avons déjà mené des campagnes de soutien aux femmes victimes des intégrismes religieux. Un comité provisoire des femmes iraniennes pour la lutte contre la lapidation vient d'être créé et nous avons décidé de relayer leur action auprès des associations féminines et féministes.

Dans un premier temps, nous vous demandons de faire connaître votre soutien aux signataires des textes joints qui espèrent des réactions internationales pour que le réexamen du dossier prévu pour le 16 juillet annule ce jugement. En fonction du résultat, une riposte rapide pourrait être organisée.

Dans un second temps, nous interviendrons sur cette situation de violence faites aux femmes dans le monde à l'occasion de la tenue du Forum des ONG lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes

à Pékin (du 30 août au 8 septembre) dans l'objectif d'une rédaction d'amendement la plate-forme.

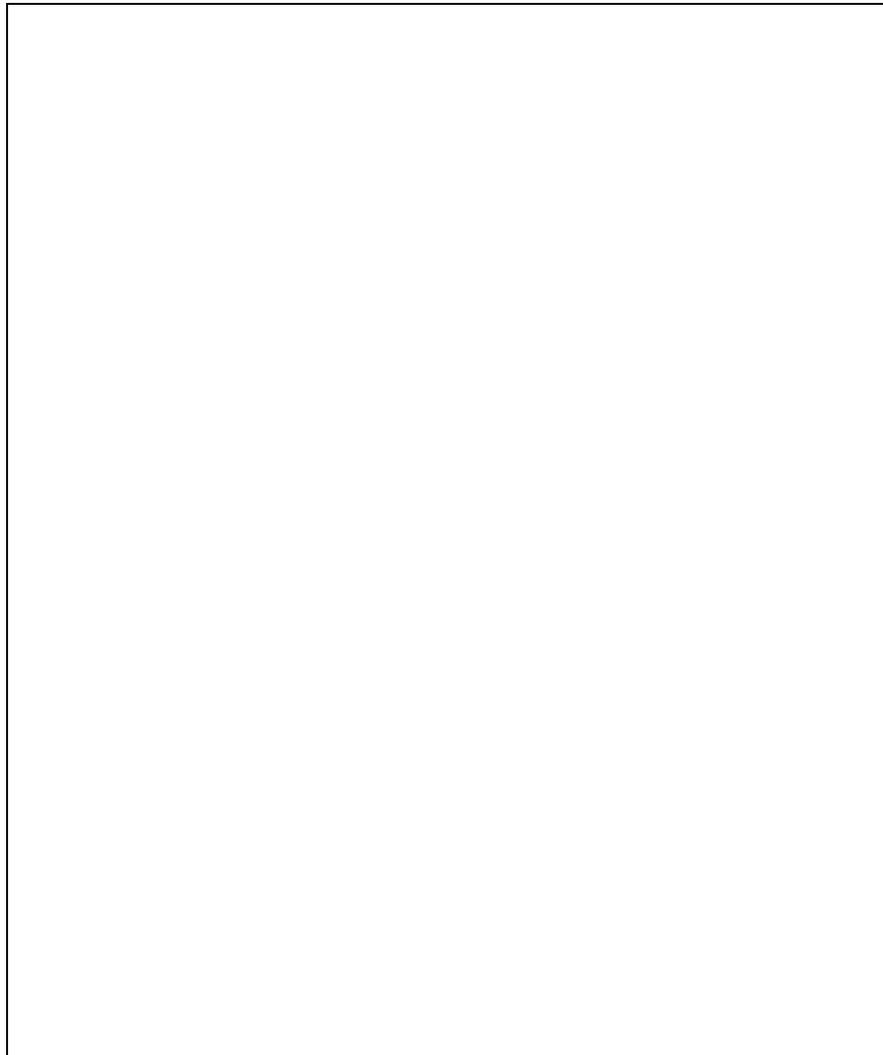
Au retour de Pékin, nous envisageons de mener une campagne de plus grande ampleur afin que cessent ces pratiques qui touchent au premier chef les femmes iraniennes.

Nous vous remercions de nous faire savoir sous quelles formes vous seriez prêtes à vous y associer. Toutes suggestions et propositions de votre part seront les bienvenues.

LE COLLECTIF FÉMINISTE RUPTURES

Contact : Monique DENTAL – tél. (1) 42.23.78.15 – fax. (1) 42.23.60.47.

Photo Nicole DÉCURÉ



Paris, 1995.

SABA ABDALI et ZYNAD HEIDARI
jugées et condamnées

**pour adulte vont bientôt être lapidées dans la ville
 d'Ilam, l'ouest de l'IRAN⁽¹⁾**

L'horrible châtement aurait dû avoir lieu le 6 juillet. Or, la cour d'appel réexaminera le dossier le 16 juillet. Si la cour confirme le verdict, les deux femmes seront amenées sur la grande place au centre de la ville. Les fossés, déjà creusés, seront là. On les forcera d'entrer dans ces fossés jusqu'au cou, la tête étant dehors, toujours voilée. Elles ne pourront bouger, mais ont le droit de regarder, voir, écouter, entendre.

La journée peut être ensoleillée, le ciel bleu et une légère brise caresserait leur visage ; et de loin un chant d'oiseaux, viendrait jusqu'à leurs oreilles. Mais les battements du cœur, serré par la terre et la peur, les laisseraient-elles entendre d'autre bruit que les chuchotements et les cris des gens qui sont là ? Ces gens aux yeux grands ouverts pour regarder souffrir et mourir ces deux femmes qui ont osé transgresser la loi.

Quelques-uns vont peut-être fermer les yeux ou tourner le dos. Quelques uns vont peut-être leur jeter, eux aussi, des pierres. La première pierre, c'est le juge religieux qui la jettera. C'est lui qui, selon la charria, la loi islamique, les a condamnées à la lapidation. Et puis, un nombre des agents vont faire l'affaire : jeter des pierres jusqu'à ce que la mort s'en arrive.

La mort de ces femmes doit se faire, selon la loi, dans la douleur, dans la souffrance extrême. L'article 104 du code pénal islamique iranien affirme que « les pierres ne doivent pas être trop grandes pour qu'elles tuent rapidement ni trop petites pour qu'on ne puisse les appeler des pierres ». La tête des coupables sera atteinte, blessée, puis cassée, et encore plus cassée. Leur voile sera rempli du sang.

Selon la loi, si elles arrivent à s'enfuir, leur vie sera épargnée. Comment s'enfuiraient-elles, alors quelles sont ensevelies jusqu'au

(1) RFI, rédaction iranienne.

cou ? Les hommes condamnés à la lapidation, eux, selon la même loi, sont enterrés jusqu'aux hanches.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement islamique en Iran des dizaines de femmes ont été victimes de lapidation. De temps à autre les journaux du pays en rapportent des courtes nouvelles. Elles sont rarement diffusées à l'étranger :

- Les prostituées sont lapidées en Iran (Washington Times, 20 mars 1989) ;
- Les Iraniens accusés pour des crimes anti-religion ou politiques sont flagellés, torturés, exécutés ou lapidés (New-York Times, 3 juillet 1991) ;
- Deux femmes nommées Iran et Hourieh, accusées de corruption, ont été lapidées le 3 décembre 1994, au cimetière de la ville de Hamedan (ARASH, Revue Persane publiée en France, avril-mai 1994).

Dans quelques jours, Zaynab Heidari et Saba Abdali rallongeront la funeste liste de ces victimes. Mais jusqu'à quand les organismes censés défendre les droits de l'homme et les pays défenseurs de ces droits permettront l'exercice de cette pratique abominable ?

Devant cette barbarie, ne restons pas silencieux ! AGISSONS. Nous, les signataires de cet appel, demandons instamment l'annulation du verdict de lapidation de Zaynab Heidari e de Saba Abdali ; et que ceci soit un début pour l'abrogation de cette loi d'un autre âge.

Contact : COMITÉ PROVISOIRE DES FEMMES IRANIENNES
POUR LA LUTTE CONTRE LA LAPIDATION – Fax : (1) 42.23.60.47.



Bulletins de commande

Pouvoir, parité, représentation politique

(COMMUNICATIONS FAITES AU COURS DE LA JOURNÉE ANNUELLE DE L'ANEF, LE 28 MAI 1994)

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE contre un chèque de 40 FF (30 FF + 10 FF de frais d'envoi)
pour les pays de la CEE et de 50 FF pour les autres pays.

NOM : Prénom :

Adresse :

.....
Commande de numéro(s) de la brochure pour un prix total de
..... FF au prix unitaire de 40 FF (CEE), 50 FF (autres).

Prière de joindre le règlement à la commande.

Annuaire de l'ANEF

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE contre un chèque de 100 FF (frais d'envoi inclus.)

NOM : Prénom :

Adresse :

.....
Commande de numéro(s) de l'ANNUAIRE DE L'ANEF pour un prix total de
..... FF au prix unitaire de 100 FF (frais d'envoi inclus).

Prière de joindre le règlement à la commande.

Etudes féministes et études sur les femmes en France en 1995

Brochure disponible au secrétariat de l'ANEF - 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE contre un chèque de 30 FF (frais d'envoi inclus.)

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Commande de numéro(s) de la brochure pour un prix total de
..... FF au prix unitaire de 30 FF (frais d'envoi inclus).

Prière de joindre le règlement à la commande.



Statuts

Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes , sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'engagent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocation. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Association Nationale des Etudes Féministes

BULLETIN D'ADHÉSION 1996

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 200 F (revenus mensuels inférieurs à 9 000 F)
 300 F (revenus mensuels supérieurs à 9 000 F)
 150 F (pour les étudiant-e-s)

Membre associé-e : 300 F

Service du bulletin seul : 300 F (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE